Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 32 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820; •* ***Montréal*** *(514) 321-6434; •* ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***25 aout - 1er septembre 2021***

LA DÉSTRUCTION CAUSÉE DANS LA PRESQU'ÎLE DU SUD PAR LE DERNIER SÉISME

Bilan provisoire : Plus de 2 200 décès; Maisons, églises immeubles démolis ou endommagés...

Villes, communes, sections rurales dévastées, routes impraticables...

Par Léo Joseph

Le séisme du 14 août, qui a frappé les trois départements qui forment le Grand Sud, laisse derrière lui la mort et la destruction partout. Bientôt, deux semaines après ces secousses apocalyptiques, le bilan des décès reste encore provisoire, ainsi que l'étendue des dégâts. Si les communes proches des villes situées sur les axes routiers révèlent la sévérité de l'attaque, de nombreux sections rurales sont toujours hors de portée, mettant les autorités dans l'impossibilité de présenter une évaluation objective des dommages.

En effet, selon le dernier bilan de la Protection civile, relatif aux pertes subies dans la ville des Cayes et les communes avoisinantes, en sus de la ville de Jérémie, dans la Grand'Anse, 2 207 décès ont été répertoriés, tandis que plus de 12 000 blessés ont été constatés. Ajoutés à ces statistiques, près de 400 personnes sont portées disparues.

Au cours des dernières heures, 24 personnes, dont quatre enfants, ensevelies

Des résidents de Lasile présentant leurs doléances à l'ex-député Ferry Tardieu..

Suite en page 3

ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE : UN CRIMINEL AUX COMMANDES DE LA RÉPUBLIQUE ?

Activités illicites de Jovenel Moïse, la point de l'iceberg...

L'article du New York Times aide à relier les points...

Par Léo Joseph

Si l'assassinat du président de facto haïtien Jovenel Moïse a dominé l'actualité, au cours des six dernières semaines, l'article du quotidien *The New York Times* sur sa brutale exécution exposant les liaisons mafieuses qu'il a entretenues, permet de lever le voile sur un monde de criminels dont il faisait ses alliés, dans la politique comme dans les affaires. Dans ce cas, l'enquête, côté haïtien, dans la mesure où elle s'oriente vers des motifs politiques, pour trouver les commanditaires de ce crime, fait fausse route et risque de tourner court. En attendant, je dis merci au quotidien new-yorkais d'éclairer les zones d'ombre qui existaient dans l'affaire du « *Bateau sucré* » dont une partie de la cargaison de la marchandise illicite avait été importée par le groupe Acra via sa firme Anabatco.

Avant d'entrée en plein dans le sujet, un rappel que je ne cesse de faire, à propos du président de facto défunt : Jovenel Moïse a prêté serment sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent. Alors devons-nous crier, honte à vous, personnes et institutions ayant contribué à rendre possible l'événement du 7 février 2017 (cérémonie de pres-

Jovenel Moïse

Laurent Salvador Lamothe

Joseph Michel Martelly

Suite en page 15

HAPPENINGS!

A plausible motive for the assassination of Haitian President Jovenel Moïse

Dr Workens Alexandre

Dr Hervé Chéry

An Analysis by Raymond A. Joseph

A New York Times headline, last Saturday read: ***"He Guarded Haiti's Slain President. And He's the Target of a Drug Inquiry."*** That requires an analysis, but at the outset, one can

Continued on page 7

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 2

ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE : UN CRIMINEL AUX COMMANDES DE LA RÉPUBLIQUE ?

Activités illicites de Jovenel Moïse, la point de l'iceberg...

L'article du New York Times aide à relier les points...

Suite de la page 1

tation de cet homme), en dépit des avertissements qui fusaient de toutes parts, dans la presse aussi bien que dans les interventions publiques. Vous êtes responsables de ce coup fourré dont Haïti est victime et de tous les malheurs que la présidence de cet homme a attirés sur notre pays. On doit se rappeler qu'ayant vassalisé totalement la Justice durant sa présidence, Jovenel Moïse n'a jamais eu à répondre de cette inculpation devant une cour de justice. À rien à faire, l'histoire retiendra de lui qu'il est le président d'Haïti ayant dirigé la nation sous le coup d'un dossier criminel !

Dimitry Hérard dans les lunettes de la Justice américaine

L'article du *New York Times*, dû à la plume de Marie Abi-Habib, braque le doigt accusateur sur Dimitri Hérard, chef de sécurité de Jovenel Moïse, pour son implication dans le trafic de stupéfiants, précisant qu'il était déjà sous enquête fédérale, dans le cadre de l'investigation sur la cargaison mixte de sucre, de cocaïne et d'héroïne que le bateau MV Manzanares, battant pavillon panaméen, avait débarqué au Terminal Varreux, en avril 2015, à Chancerelles. Hérard est signalé, le journal citant des sources officielles américaines, comme étant un des policiers identifiés dans l'enlèvement d'une partie de la cocaïne, plus d'une heure avant l'arrivée des agents de la *Drug Enforcement Administration* (DEA). Ces derniers, accompagnés de leurs collègues haïtiens de la Brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants (BLTS), arrivèrent sur la scène environ deux heures plus tard. Tout a été emporté. Après des recherches et des fouilles ici et là, durant 28 jours, ils avaient fini par récupérer 120 kilogrammes de la marchandise. Mais, il était question de 800 kilogrammes de cocaïne et 300 kilogrammes d'héroïne, dont le coût sur le marché est évalué à USD 100 million $.

L'auteure de l'article du *New York Times*, qui a interviewé des membres de la famille Mevs, a omis de faire un important distinguo dans l'affaire du MV Manzanares en indiquant que le navire avait accosté le quai de la famille Mevs. Pourtant, la décision d'accueillir ce chargement, en partie composé de marchandises illicites, était prise exclusivement par des hommes liés au gouvernement qui ont purement et simplement accaparé cette installation des entreprises de cette famille, dont Gregory Mevs a la charge. Mais c'est Bernard Mevs qui est mentionné par le *New York Times*. Des sources proches de la primature, à l'époque de l'arrivée de ce bateau, en Haïti, faisaient croire que l'entrée de ce

CharlesSaint-Rémy communément appelé Kiko.

navire au Terminal Varreux avait pu se faire, suite à un appel téléphonique de Laurent Lamothe à Bernard Mevs.

À l'époque où *Haïti-Observateur*, le premier journal à faire la chronique de l'événement, en avril 2015, suivi du *Miami Herald*, l'identité de Dimitri Hérard n'était pas révélée par nos sources, qui se contentaient uniquement de dire que des policiers s'étaient agglutinés sur la cargaison interdite. Après coup, je conclue que mes informateurs étaient des proches d'Hérard et ne voulaient pas lui causer des ennuis.

L'article du *New York Times* met l'affaire du « *Bateau sucré* » sous un nouvel éclairage nous permettant d'instruire plus objectivement l'incident, surtout d'identifier les acteurs et le rôle qu'ils ont joué individuellement. Avant d'entrer dans les détails, il faut comprendre qu'une opération qui avait fait tant de vague, dans la presse et au niveau de la Justice, aussi bien que dans l'opinion publique, ne pouvait être menée individuellement par le chef de sécurité, d'abord de Michel Martelly, qui était alors président du pays, avant de passer l'écharpe présidentielle à son dauphin, Jovenel Moïse, qui avait la responsabilité de défendre, bec et ongles, les intérêts de son prédécesseur. Cela veut dire que plusieurs acteurs étaient impliqués dans l'importation du cargo transporté par le MV Manzanares.

Mis aux arrêts, par la Justice haïtienne, pour ses responsabilités dans l'assassinat de son patron, tout semble indiquer qu'il est gardé en prison à la requête des autorités américaines, car étant sous enquête non seulement dans l'affaire du Bateau sucré, mais aussi dans un incident séparé, importation illégale d'armes.

L'équipe dont Jovenel Moïse a fait partie

Ceux qui persistent à demander justice pour le président de facto Jovenel Moïse feignant d'oublier que, de son vivant, il a tout fait pour que les assassins de Me Montferrier Dorval, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince et tant d'autres citoyens, dont l'élimination physique avait l'allure de crimes d'État courent indéfiniment. À la lumière des faits rapportés par *The New York Times*, ajoutés aux informations originellement disponibles sur les activités autour du MV Manzanares, la plus grande cargaison de stupéfiants importée en Haïti a impliqué de hautes autorités politiques du pays alliés à des membres de la communauté détentrice de grosses fortunes du monde des affaires. C'est donc grâce à ces grosses légumes que même des agents de la DEA s'étaient vu faire des offres d'argent qu'ils ne pouvaient pas refuser, pour regarder ailleurs, tandis que les membres de cette vaste conspiration menaient leurs activités.

Comme dit le vieil adage, «*qui se ressemble s'assemble* ». Avant que Michel Martelly n'eut jeté son dévolu sur Jovenel Moïse pour le remplacer, au Palais national, ce dernier s'accoquinait avec Magalie Habitant, grosse trafiquante de drogue devant l'Éternel. Des rumeurs persistantes faisaient état de ses activités occultes qui rapportaient des millions. Une enquête de l'Unité centrale de vérification fiscale (UCREF), organisme dont la responsabilité consiste à examiner l'origine des fonds déposés dans les comptes en banque, avait établi que le président élu Moïse et sa femme Martine Joseph Étienne avaient plus de USD un million $ sur un compte conjoint, à la Banque nationale de crédit, dont aucune transaction ne pouvait justifier l'origine. Dans n'importe quel pays qui se respecte ou évoluant sous l'égide de la démocratie, cela aurait suffi pour déclencher une enquête exhaustive sérieuse parallèlement au retardement de la prestation de serment de l'intéressé.

Le président de facto défunt, qui venait de lier connaissance avec le président Martelly dont l'implication dans le commerce de stupéfiants n'était un secret que pour la DEA, était déjà ami et associé en affaires d'Evinx Daniel, qui a présenté ce dernier au président. Celui-ci était un des premiers investisseurs dans l'entreprise de culture de banane Agritrans du président élu. Aussi, le propriétaire de l'hôtel « *Dans's*

Dimitry Hérard

Creek », à Port-Salut, dans le département du Sud, à quelque 35 kilomètres de la ville des Cayes, était aussi un trafiquant de drogue, doublé d'informateur de la DEA. Devenu. Il était, lui aussi, proche ami de Michel Martelly, venu à son secours, après avoir été arrêté et emprisonné aux Cayes par le commissaire du gouvernement d'alors, Jean-Marie Salomon. Me Salomon, accompagné d'une équipe de policiers, avait effectué une descente à *Dan's Creek*, afin de mener une perquisition, suite au débarquement d'une cargaison de stupéfiants, dans la baie des Cayes. Les limiers du Parquet des Cayes avaient établi qu'un bateau appartenant à Evinx Daniel avait récupéré les paquets de cocaïne et de marijuana qu'un aéronef inconnu avait largués.

De sa cellule, Evinx Daniel a téléphoné au président Martelly qui passa immédiatement des instructions au ministre de la Justice d'alors, Jean Renel Sanon. Sans délai, celui-ci ordonna au commissaire Salomon de libérer Daniel. Suite à cet incident, le commissaire du gouvernement démissionna, avant de se porter candidat au Sénat.

Le trio Martelly, Moïse et Daniel

Quand des trafiquants de drogue ont le président de la République pour partenaire, ils ne doivent plus se faire de souci, quant à l'interférence des agents anti-drogue de la Police dans leurs activités commerciales. Quand bien même des menus fretins évoluent dans l'orbite de ce trio, ils entretiennent individuellement leurs propres équipes, se protégeant l'un l'autre et prêtant main forte toutes les fois que l'occasion s'avère nécessaire.

Martelly, Daniel et Moïse avaient des activités occultes dont on ignore la nature, excepté qu'elles sont liées au commerce de stupéfiants. Des sources policières haïtiennes font croire qu'Évinx Daniel était devenu un « *colis encombrant* » pour le président, alors objet d'une enquête fédérale pour trafic de drogue. Selon ces sources, Evinx Daniel avait lié amitié avec Martelly, dans le but révéler ses secrets aux hommes de la DEA. La décision a donc été prise d'éliminer physiquement le mouchard présumé. Cette tâche, apprend-on de source autorisée, a été confiée au beau-frère de Sweet Mickey, Charles Saint-Rémy, dit Kiko, une autre personne citée par l'article du *New York Times* comme étant un autre escamoteur de la drogue du MV Manzanares. Voilà un autre membre de l'équipe.

Le débarquement clandestin des sachets de drogue, qui se trouvaient dissimilés parmi les sacs de sucre importés par l'entreprise Nabatco, du groupe Acra, a été opéré par plusieurs secteurs. Dans son article, encore, Marie Abi-Habib, signale la présence de Dimitri Hérard et son équipe de policiers, ainsi que Kiko Saint-Rémy qui, lui aussi, avait ses gorilles. Il faut maintenant identifier les principaux acteurs à l'origine des différentes transactions ayant facilité l'arrivée en Haïti de la plus importante importation de stupéfiants jamais enregistrée au pays.

Michel Martelly, Jovenel Moïse, Kiko Saint-Rémy et consorts

Aucun doute, pour importer cette grande quantité de drogue, il fallait toute une mise en place, en terme de responsabilités relatives au financement et au paiement de la marchandise, après la vente. Mais il faut savoir que, contrairement à ce qui a été initialement allégué, le déchargement était sélectif. Dimitri Hérard et ses policiers, Kiko Saint-Rémy et les débardeurs affectés au Terminal Varreux, qui donnaient l'impression de détourner les balles de cocaïne et d'héroïne, les transportaient en lieux sûrs pour leurs propriétaires.

Tout d'abord, il faut se demander si les importateurs du sucre ignoraient la présence de la drogue parmi les sacs de la marchandise importée. Qu'est-ce qui avait porté la justice à inculper Sébastien Acra, le PDG de la Nabatco, qui avait été l'objet d'une interdiction de départ. Cela ne l'a pas empêché de se sauver pour aller séjourner en

Suite en page 15

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 3

LA DÉSTRUCTION CAUSÉE DANS LA PRESQU'ÎLE DU SUD PAR LE DERNIER SÉISME

Bilan provisoire : Plus de 2 200 décès; Maisons, églises immeubles démolis ou endommagés...

Villes, communes, sections rurales dévastées, routes impraticables...

Suite de la page 1

dans les hauteurs du morne Macaya, dans la région de Camp-Perrin, à l'ouest des Cayes, ont été trouvées vivantes. Toutefois, en raison des éboulements qui se sont produites un peu partout sur la côte du département du Sud ou dans les sections rurales intérieures; ou encore dans les régions reculées de la Grand'Anse et des Nippes, toutes les statistiques communiquées via les réseaux sociaux, par des volontaires sur place, sont loin de refléter la réalité. Mais les informations venues de différentes localités montrent que la destruction est générale et le nombre de décès risque de grimper.

Si des opérations de fouilles menées, dans les villes comme les Cayes, Jérémie et d'autres communes proches de ces centres urbains ont permis d'extraire des survivants des décombres et récupérer des cadavres, l'inaccessibilité d'autres régions rend impossible le transport d'instruments de fouilles mécaniques pour creuser dans les ruines. Cela est vrai dans les zones dotées de maisons en ciment et en bloc qui ont cédé totalement sous la sévérité des secousses.

En tout cas, dans les trois départements affectés, même les communes et les sections rurales, qu'on croyait à l'abri du séisme, ont essuyé des dégâts dévastateurs.

Dans le département du Sud, non seulement le centre-ville des Cayes est dévasté, les quartiers périphériques sont cruellement endommagés. C'est, par exemple, le cas de Fonfrède, de Simon, de Bergeau, de Dexia, de Faugas, de Formon, mais aussi de Camp-Perrin, dont le quartier des affaires est sérieusement saccagé. Non seulement l'église catholique de cette paroisse est démolie, les installations du séminaire de Maznod et les immeubles adjacents sont aplatis.

L'ex-député Jerry Tardieu visite un immeuble démoli à Lasile.

Plus loin, à l'intérieur de Camp-Perrin, la section rurale de Picot n'a pas connu un meilleur sort. Les maisons démolies, les survivants dorment à la belle étoile et passent le plus clair de leur temps, le jour, à l'abri des arbres ou chez des voisins plus fortunées. Jusqu'à lundi (23 août), les résidents de Picot et d'autres communautés avoisinantes n'avaient reçu aucune aide. Même situation pour Masseline, dont les familles appellent aux secours des autorités, tant pour la nourriture, qui manque terriblement, et le logement, en raison de la destruction des maisons.

Cette situation ne diffère pas pour les communes du Sud situées entre Aquin et la ville des Cayes. Pour se faire une juste idée de l'étendue des dégâts, il suffit d'apprendre que l'hôpital Lumière, à Bonne Fin, à l'intérieur de Cavaillon, a connu la rigueur du tremblement de terre du 14 août. Des riverains ont fait savoir que même l'immeuble logeant les patients n'a pas été épargné. C'est pourquoi ceux-ci se couchent sur des lits installés sous des tentes.

Sur la Nationale numéro 2, venant d'Aquin, plusieurs maisons, dont certaines plus que centenaires, ont succombé sous l'intensité des secousses, de même que l'église catholique. Continuant sur cette artère nationale, le village de Zanglais, au bord de la mer, a eu plusieurs maisons démolies. De même que Saint-Georges, peu avant la plaine de Solon, où plusieurs résidences sont nivelées. Mais à Saint Louis du Sud, les dégâts sont énormes. Plus de 20 personnes y ont péri, en sus du village qui est ravagé ou a subi des dommages à au moins 30 %, et dont l'église catholique est détruite.

De Cavaillon, allant vers le Sud, en direction des Cayes, les autorités municipales étaient aux abois, jusqu'à lundi (23 août), n'ayant pas reçu l'aide du gouvernement central. Selon le maire, les résidents de Cavaillon, dont la population est de 60 000 âmes, avaient reçu moins de 15 000 bouteilles d'eau. Pourtant les gens ont faim et presque la population entière a besoin de tentes et de bâches. Les autorités locales implorent l'intervention de Port-au-Prince, afin d'aider à fouiller les ruines des immeubles emprisonnant des personnes qui pourraient être encore en vie. L'église catholique, vielle de trois siècles, récemment réparée, s'est effondrée.

C'est encore la même histoire à Laurent, Faugas et Bergeau, puis Charpentier dont les ruines s'étalent des deux côtés de la Nationale numéro 2, jusqu'au carrefour Quatre Chemins.

Après les Cayes, plus loin vers le Sud

Laissant la ville des Cayes, plus loin, vers le Sud, après avoir traversé le pont sur la rivière La Ravine du Sud, désormais réduite à un filet d'eau, en raison d'un gigantesque éboulement, à sa source, au haut du morne Macaya, la destruction est omniprésente.

La scène est la même à Formon, mais encore plus déprimante à Torbeck, puis à Ti-Tanyen et Carrefour Méridien, des deux côtés de la rivière l'Acul du Sud, jusqu'à Port-Salut où plusieurs hôtels sont réduits en amas de mortier sec broyé. Le nombre de décès n'a pas été révélé. Mais les sans-abris ne manquent pas. Puis, de Roche-à-Bateau à Tiburon, en passant par Chardonnières, Port-à-Piment et les Anglais, il reste à faire le bilan des décès. Toutes ces communautés sont dans l'attente de secours sous forme d'eau potable, de nourriture et de tentes.

Le visage de la destruction à Lasile.

En traversant la Plaine Cahouane, vers les Irois, les traces de destruction apportée par le tremblement de terre sont visibles des deux côtés de la route. Des riverains font état d'un éboulement qui rend impraticable la route au niveau de Morne Man Sainte. Puis c'est les Irois, théâtre de l'effondrement de plusieurs maisons.

Continuant sur la route côtière, en direction d'Anse d'Hainault, Ka Mandou a eu son lot de destruction. Puis vient Anse d'Hainault dont plusieurs maisons sont victimes du séisme. Reste à connaître le nombre de décès. Mais la destruction est considérable.

Continuant vers Dame-Marie, Rousselin expose des maisons démolies et d'autres qui ont leurs murs éventrés. Tout le long de la rue principale, qui mène à Chambellan, l'image de la ruine est effrayante.

Mais il semble que Chambellan soit encore plus éprouvée que Dame-Marie. Des riverains font croire que pas moins de dix personnes sont mortes. À la vue, plus d'une centaine de maisons sont à plat.

Les deux autres villes bordant la route, qui mène à Jérémie, Moron et Marfranc sont dévastées. Il faut attendre le rapport de la Protection civile pour savoir au juste combien de personnes ont trouvé la mort dans ces dernières villes, ainsi que dans toutes les autres, tant dans la Grand'Anse que dans le Sud.

À noter que dans toutes ces villes signalées les églises catholiques sont totalement mises à plat ou sérieusement endommagées, au point de les condamner à la démolition.

Avant d'entrer dans la ville de Jérémie, les communautés de La Voldrogue et les sections rurales proches sont aussi victimes du séisme. Des décès y sont enregistrés, des maisons démolies aussi. Mais, comme partout ailleurs, les statistiques fournies sont provisoires.

Il faut aviser que le pont sur la Voldrogue, construit par le président Estimé, dans les années 50, est sur le point de s'effondrer. Suite à la destruction de quatre câbles qui tiennent l'infrastructure en place, la plateforme est détachée menaçant d'entraîner sa destruction, sans une intervention ponctuelle rapide des Travaux publics.

Avant d'entrée à Jérémie, la communauté d'Au Bac, est sérieusement éprouvée : au moins 10 décès et les maisons démolies à 30 ou 40 %.

On sait que la ville de Jérémie est frappée sérieusement, avec l'église Saint Louis sérieusement endommagée. Le nombre de dé-

Suite en page 14

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 4

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

BEYROUTH LA PRÉSIDENCE DES DEUILS

Ou le Liban mérite mieux que M Naim Aoun

Par Dan Albertini

Entre (), Kaboul, la 1re annonce de fin de guerre, la seconde de victoire, la 3e de fin de mission. On assiste à l'étalage de la bête, que mensonge n'est profond, fermons-les ().

Quand le Moyen-Orient *chrétien* exporte sa misère pour se forger un nouvel État libre dans les normes de l'ONU, le constat rapporte la présence de la pègre et du Hizbollah aussi dans les malles comme dans les talons de chaussures. *Adapté milice*, et le drame. Damas a tué ses propres citoyens, mais le réfugié accueilli joue à la maestria en Haïti.

De l'analogie

Dans la *République entre deux veuves ou* [sur la route du cinéma] publiée la semaine écoulée, j'ai souligné de barres que l'intrigue s'installe *en*.... mieux, il y a (1) deuil pour (2) veuves quand la république feint déplorer la dépouille désormais inhumée. Scène implicite, si l'on a vu la 2e aux funérailles, la 1re était-elle cachée de la vue sinon pourquoi, là où j'ai fait ressortir l'intrigue. Ce n'est donc pas tout puisque l'exo moyen-oriental est inclusif au drame. Politique. Qui sévit sur l'île, partie ouest surtout côté Canal du vent et embouchure de Port-au-Prince. En 2018, le drame adopta la signature du nom de Boulos associé à *deli sans h* pour la fratrie qui relate d'un drame antérieur. *Un produit pharmaceutique fatal.* C'est ainsi que ce nom mythique va rentrer encore plus intime en politique locale. L'un va s'avérer grand conseiller accompagnateur politique de, dont le défunt Jovenel aux veuves héritières. Le drame s'appelle ici : corruption à l'U-LCC. La main du candidat entachée, son mentor Boulos s'avoua déçu de la suite, mais tard. *Définitivement trop tard.* Si on lit à travers Daher Tarek que voit-on à la source : un qui exporte le *baalbek en-quête-de-patrie* ? Bien qu'antérieur, mais Naim Aoun est-il l'abord de crise qui sévit aux Caraïbes, en quête d'occupation télécommandée ?

Si le langage de la *slrdc* a été approprié, il n'en demeure pas moins révélateur, je puise encore plus loin comme en citation de la veuve délaissée qui fut la première femme, la deuxième veuve qui l'a délaissé pour prétendre protéger les enfants, dixit le New York post, largement répété et traduit, mais dont le discours éclaire sur notion : *'ils sont là'* quand on soutient une invasion barbare inédite et soudaine. Il était bruit bien avant que cet homme aurait voulu faire assassiner Boulos au point que je l'ai souligné dans une version de International Diplomat, en février-mars dernier [comme dans le cas des frères Izméry assassinés préjudiciablement dans les années nonante]. Hélas, j'avais émis un tag bien avant sur *la nature Hezbollah* de la figurative 3e voie de Boulos. Devra-t-on dire Boulos & Boulos, ce n'est pas prouvé, en outre, Réginald Boulos de son génie, je ne sais si c'est du *maronite* libanais ou syrien, a lui-même avoué ses échecs de choix politiques depuis ses lunes comptées. Est-ce là une nature que l'on associerait à Michel Naim Aoun, il faudrait relativiser, mais surtout renvoyer la facture citée de Miche ; Naim Aoun qui ne sait que du Hizbollah faire du bruit, mais de la présidence, faire des erreurs. Ce n'est pas ce que cherche ni recherche le citoyen au pays de Dessalines. Dans la patrie de 1804, pour le bonheur des nôtres. Désolé pour le Syrien qui croit en une occupation américaine.

Dans les interrogations

Si Haïti est une terre d'asile pour mercenaire libanais activiste palestinien, on n'est pas là, invité chez eux pourtant. Si c'est pour chercher le vote onusien en faveur de la Palestine contre Jérusalem, fut-il le bras extension OLP *liban-Palestine* qui veut de pouvoir pour virer le vote de l'AG-ONU, il faudra y mettre le prix d'abord, céder Beyrouth à Port-au-Prince. Nous sommes preneurs faiseurs de liberté. Pour la Syrie aussi. En fait, le modèle du port de Beyrouth comme solution haïtienne, ou, sa pègre en politique dessalinienne, Tony Baboun réputé la poulette de J-C Duvalier est-il un portrait de plus que ceux qui veulent l'occupation pour détourner l'orientation républicaine au pays d'hébergement, il ne conviendra jamais ? J'y reviens ci-après par le diplomatique. Oh, le modèle Apaid, évincé d'ailleurs par *gwo* Gérard (Latortue).

Dans les faits

Avions-nous tué l'empereur dès le départ, et est-ce la tare qui condamne ?

Je réponds autrement, le voisin a pourtant assassiné Trujillo en 61', lequel de son vivant s'est montré doué à l'anti communiste en éliminant à ce titre, pour plaire ou sur demande de ceux qui ont assassiné Kennedy chez eux, *et plombé* Reagan loin après Dessalines, en pleine démocratie, sans issue. Héritage, Kissinger a menti pour faire mourir Allende au Chili, pour sa cause personnelle. Cet héritage a-t-il créé *le mob* qui a fait le 6 janvier 2021, étonnons-nous de la complicité de *congressman* de sénateurs encore en fonction. Même excuse. Hitler a fait mourir combien de Juifs, à juin, 45 pour asseoir la rage au pouvoir de Berlin civilisé, près où un pape s'est fait *plombé* aussi ? De Louis XVI guillotiné, aux Bastilles jusqu'à Carnot, Doumer, État qui forgea la mort exotique de Louverture. Sam encore, a assassiné Lincoln, Garfield. Doollfuss d'Autriche. Al-Majali de la Jordanie. Ali Mansour de l'Iran. Al-Zaim, al-Barazi de la Syrie. Boutros Ghali à Sadate de l'Égypte. Rabin d'Israël.

Que le colon ne blâme pas en *réversible*, après avoir traumatisé l'esclave noir sans berceau [on sait tout le poids du drame d'adolescence] pendant des siècles, et pour en faire l'actif qui garantit aujourd'hui, sa métropole. État qui a réglementé l'esclavage afin d'éviter l'évasion fiscale (France) en l'occurrence (Larousse dictionnaire des esclavages). Tarek Daher a dénoncé aussi le colon qui a piétiné sa culture, autre place géographique. *Il y a à l'origine le marchand arabe d'esclave aussi.*

Des faits indéniables en droit

Nous sur le dos de personne. André Apaid Jr par contre, d'après l'article associé d'Élie Masboungi de l'Orient-Le Jour publié le 4 mars 2004 à 00:00, a pour remercier la République, confirmant sa descendance du liban-*isterie* de la Tripoli-*sterie*, a été l'un des principaux organisateurs du coup d'État contre le président Jean-Bertrand Aristide, en 2004. S'il en jouit encore, il se veut d'après l'article, professionnel de la politique dans le pays de ses entreprises aux relations américaines douteuses si l'on considère les actions du 6 janvier 2021. Comprenons pourquoi et comment Guy Philippe aujourd'hui en prison aux É.-U., pour trafic et facilitation de trafic de drogue illégale. Un coup d'État reste et demeure un coup d'État, le *mob* aux É.-U., n'est pas plus légal ni dans ses relations textiles en Haïti non plus. Et, nous trouverons l'association si... une fois de plus, quel en était le but réel, quel lien avec l'ancien séjour en Colombie : mystère sera élucidé. Je réitère, l'option *port-de-Beyrouth* n'est pas ce désir haïtien. Michel Naim Aoun le sait. La résolution nouvelle qui consiste à dire : « *men Arab yo* », comme un messie, est muette.

Dans les considérations

Si l'on considère d'entrée de jeu, soit *Métaspora ou les patries intimes* de Dr Joël Des Rosiers, soit *100 % Jung* de Viviane Thibaudier (Eyolles) qui livre en *Concentré de psy* Carl Gustave Jung, pour observer l'être libanais du présent siècle, surtout en Haïti, mais en considérant Tarek Daher dans sa notion de '*non-pays non-patrie*' traitée lors d'une récente entrevue, il y a lieu de s'exposer sur la géographie du cerveau du migré qui a connu une première place, langue aussi, nonobstant la seconde la 3e transitaire, par rapport à l'Haïtien semi-insulaire de par la RD, qui est restée liée au pays dans sa localité. Les neurosciences reconnaîtront l'émancipation comme le génie qui peut paraître avantageux chez le migré ouvert à l'adaptation. C'est ce que je retrouve aussi en *Nouvelles psychogéographies* sous la direction de Nathalie Caritoux et Florent Villard, qui considère *la chosification* de la psyché où s'opère la spatialisation et la psychologisation, je précise, du Syro-Libanais en Haïti, du Palestinien aussi, de l'Égyptien... *etc. Manzè* ignore tout ça en fait et le déifie. *Mais, le piège !*

Première notion diplomatique due à la coopération, aux conventions en vigueur, c'est la couleur de l'argent. Sa senteur de préférence, peu importe la notion de l'héritage (de fonds détournés), on le dit politique pour cacher l'intrigue familiale qui n'est pas nationale. De résonance haïtienne vers l'étranger ou de celle par exemple libanais issu de la corruption infiltrée en Haïti, c'est de l'argent sale d'origine criminelle. Ce n'est donc sans surprise que nous apprenions que moult Syriens et voisins se sont introduits en Haïti avec dans leurs talons, de pièces brutes ou frappées, d'or et/ou autre. Si moult autres on bossé dur, le Moyen-Orient en Haïti a longtemps bénéficié de fonds sous le couvert de manipulations politiques et de corruption du fonctionnaire d'État. Les enfants de 1804 en étaient privés de ces fonds de développement. Même la criminalité par exemple Jean (Antoine) Khoury, soi-disant condamné pour meurtre sous J-C D, profitait de sa chambre privée de l'aile de l'Hôpital de l'UEH, avec sécurité de service et non de surveillance d'un criminel. Il assortit *à qui mieux mieux* pour son jogging tous les jours. Héritage du Hizbollah, qui saura le dire puisque décédé peut-être. C'est le malaise depuis 2018 donc : *aba système.*

À ceux de la formule de projets de 15G$ vieille de la délégation de Garry Conille PM, au Qatar, pour des investissements qu'ils disent craindre d'être nationalisés par la fin. D'abord, dans quel secteur névralgique du pays, ou, si ce sont des zones de souveraineté, et quel en serait l'apport dans le PIB comme dans le PNB du pays ? Notons que personne n'a encore vu sinon une illusion vendue qui aurait échoué avec la délégation partie sous Jovenel en crise, avec la notion de pourcentage de commission simplement. Quelle affaire !

À ceux qui nous disent que les voleurs ne sont pas la communauté, en citant des noms, c'est à vous de défendre l'origine en dénonçant ces voleurs, cette pègre quand vous les connaissez. *See something say something, vez alo diga algo si'w wè youn bagay di kishoy.*

Si donc Abinader président de la RD de l'autre côté de l'île, il y a carrément danger de valider en aveugle un vote-Boulos aux dépens des autres enfants de 1804 de par l'histoire. C'est un principe, car nous ne sommes pas invités ni accueillis au Moyen-Orient, plus précisément au Liban du Hizbollah.

De l'observatoire

D'après le scénario largement répété et traduit, en pantoufle on l'imagine, la 2e sans jogging soute ni *runing shoes* à cette heure nocturnal, a réalisé l'exploit d'un régiment de protection. Sauver les enfants, mais c'est le président de facto qui est resté sans protection malgré le retour de la 2e veuve. Il faut Agatha Christie outre-tombe avec on Hercule Poirot, ou un Houdini de New York, pour faire sortir de l'imbroglio, d'un président aimé dont toute la République voulait la mort, si l'on considère la théorie des amis comploteurs, incluant une agence américaine bien précise. Tirez au sort et vous le saurez ! Nul génie mais du crédit.

Le plan de relance bipartisan pour faire taire à la Reagan en investissant cette fois-ci au sein même des poches du citoyen est une reconnaissance de JR Biden,

Suite en page 13

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 5

LE COIN DE L'HISTOIRE

Le fort Belair

Par Charles Dupuy

Je ne peux me défendre d'une pointe de mélancolie quand je pense au sort malheureux qu'a connu le fort Belair, situé à l'entrée de la ville du Cap-Haïtien, au tout début des années 1970. Ce fort a été détruit sous la présidence de Jean-Claude Duvalier par un riche homme d'affaires capois, ami de Madame veuve François Duvalier qui, grâce à la protection de cette dernière, a pu raser impunément la fortification et faire disparaître les bouches à feu qui en garnissaient les créneaux, cela, afin de construire sa résidence personnelle, une horrible et présomptueuse villa dans le goût de ce qui se fait de plus abominable. Un caporal de l'avant-poste de police du Bel-Air, qui avait interdit à l'équipe de démolition de poursuivre son travail de sape, sera sévèrement remis au pas quand le constructeur de la maison se rendit au Palais national pour se plaindre auprès de sa bonne amie Simone Ovide Duvalier, alors la gardienne toute-puissante de la « *révolution duvaliériste* ».

Le fort Belair est celui que Biassou avait pris au Français, mais sans oser bombarder la ville du Cap. C'est celui qu'avaient occupé les officiers fidèles à Toussaint, lors de la fameuse affaire Villatte. C'est aussi là que Salnave se retrancha pour repousser les Tirailleurs de la Garde de Geffrard, en 1865. Quand, au cours de cette même guerre civile, les bâtiments de la marine britannique entreprirent de bombarder les forts qui dominaient la ville, le fort Belair sera le dernier à être évacué par Florvil Hyppolite, le général qui le commandait, cela, après avoir causé des dommages irréparables au *H.M.S. Bull-Dog*. Le fort Belair est mentionné par tous les historiens haïtiens, de Thomas Madiou à nos jours. Au moment de sa démolition, il y avait un maire à la tête de la municipalité, un préfet de l'arrondissement, un commissaire du gouvernement et, bien sûr, un receveur des Contributions (DGI). Cela ne l'a pourtant pas protégé de la tornade destructrice du duvaliérisme intégral... Le fort Belair était régulièrement visité par les élèves de nos écoles, qui tiraient de cette promenade éducative une incomparable leçon d'histoire. La destruction du fort Belair s'est déroulée en plein jour devant un peuple silencieux et positivement terrorisé.

À deux pas du fort Belair se trouvent les ruines du fort Pierre Michel, aujourd'hui enclavées dans la propriété des Schutt, une vieille famille de commerçants allemands... Eh bien, pas une seule brique de ce fortin n'a été touchée par les Schutt, qui n'ont jamais d'ailleurs été très durs à convaincre par les enfants du voisinage pressés de jouer entre ces murs lézardés. Pendant que les Schutt protégeaient ces vestiges, un Haïtien s'emparait du fort Belair, cette pièce unique de notre patrimoine historique et, délibérément, le détruisait jusque dans ses fondations. J'en resterai toujours inconsolable...

Une petite anecdote pour finir. Alors que mon grand-père, Villehardouin Leconte, se promenait un jour au milieu des ruines du fort Belair, il eut la surprise de trouver sur le sol une pièce de l'empereur romain Septime Sévère. Cette trouvaille s'est posée à lui comme une énigme indéchiffrable. J'ai appris depuis que les pièces romaines sont longtemps restées en circulation dans la France rurale où elles servaient (et servent encore peut-être aujourd'hui) de monnaie d'échange. Sûrement qu'un de ces paysans devenu soldat aura perdu cette piécette qui, après plus de cent ans, devait faire la joie du fervent numismate qu'était mon grand-père.

C.D. coindelhistoire@gmail.com **(514) 862-7185**

NÉCROLOGIE

Jean Nestave Paul-Émile :

Une vie dédiée à ses semblables

Par Louis Carl Saint Jean

L'année 2021, jusqu'ici, s'est révélée particulièrement douloureuse pour l'Église adventiste du septième jour haïtienne en Amérique du Nord. Et ce, en dépit des bénédictions sans nombre qu'elle a reçues du Seigneur. Du printemps dernier à cet été, elle a pleuré le départ pour l'au-delà de véritables ambassadeurs de Jésus-Christ, qui l'ont servie avec désintéressement, distinction et dévotion. Parmi eux, mentionnons : le pasteur Fénelon Destin, la diaconesse Marie Macula Fortuné, le pasteur Asser Jean-Pierre, le pasteur Emmanuel Gordon, l'ancien Apollon Luc, pour ne citer que ceux-là.

Et même à ce point, la Camarde s'est montrée insatiable.

Le lundi 16 août dernier, tandis que le corps de notre bien-aimé pasteur Yves Pierre retournait à la

Paul-Émile Jean-Nestave

terre à Brooklyn, presque au même moment, à Montréal, le frère Jean Nestave Paul-Émile s'éteignait au Centre d'héberge ment Laurendeau. Ce diacre consacré, ce bon samaritain, ce philanthrope dévoué, cet altruiste sans égal et ce père de famille exemplaire avait 78 ans. En apprenant cette affreuse nouvelle, l'humain que je suis n'a pu s'empêcher de fondre en larmes.

Contrairement à beaucoup de nos compatriotes, je ne suis pas de ceux qui canonisent quelqu'un après sa mort tandis que, hier à peine, on l'accusait de tous les péchés d'Israël. Sans peur d'être contredit, je peux affirmer que Jean Nestave Paul-Émile était un « *bon gason* », un « *bon Nèg* », un homme qui a dédié sa vie au service de ses semblables, un adventiste du septième jour convaincu et surtout un vrai chrétien.

Comble de bonheur, je ne suis pas le seul à rendre au défunt ce témoignage flatteur. C'est dans un concert de gémissements spontanés que d'autres membres de la communauté adventiste de Brooklyn, où le défunt a servi pendant plus d'une décennie, ont réagi après avoir appris la nouvelle de son départ. Le pasteur Stanley Huggins, Chantal Orthéus-Clermont, Nadeige Mars-François, Richard Dolcé, Marie Beauharnais-Noël, Jean Richard Noël, Lochard Émile, Marie Ismaël Jean-Pierre, Jacques Vaval, Guerda Chéry et d'autres encore ont eu presque la même réaction que moi. Avec leur permission, je l'ai résumée en une simple mais poignante phrase, outre notre fameux « *podyab* » : « *Frère Paul-Émile était une très bonne personne* ».

D'autres ont un peu plus longuement exprimé leur douleur et leur émotion. Pasteure Telaine Buisson, que le défunt a vu grandir à Gethsémané, m'a demandé, en apprenant la poignante nouvelle : « *Parles-tu sérieusement ? Jusqu'ici, comme cette année s'est montrée désastreuse dans nos rangs !* ». Le violoniste Yves Deshommes, ancien directeur musical de l'Église Gethsémané, s'est ainsi larmoyé : « *Que c'est triste ! Paul-Émile était un homme de bon cœur, quelqu'un qui partageait littéralement son pain avec quiconque en avait besoin. J'admirais beaucoup ce frère* ».

C'est à Caradeux, petit village rattaché à Tabarre, que Jean Nestave Paul-Émile a vu le jour le 18 décembre 1942. Il était le fils de Satras Paul-Émile et d'Ersilia Fleurant, tous deux originaires de la même localité. À l'institution de son patelin, il fera, selon les exigences de l'époque, de solides études primaires. Des maîtres sévères mais dévoués et consciencieux, m'a-t-il toujours appris l'air reconnaissant, lui inculquèrent l'esprit de discipline, l'esprit d'équipe, le sens de l'initiative, l'amour du travail et de la patrie et bien d'autres nobles notions qui ont contribué à faire de lui un citoyen modèle pour sa collectivité.

Dès l'adolescence, il commence à prouver sa sagesse. En 1957, âgé de 14 ans, il se convertit à l'adventisme. Depuis lors, il est devenu un serviteur zélé. Son champ préféré est l'évangélisation. Avec différents pasteurs, il collaborera activement pour ramener plusieurs âmes des ténèbres du péché à l'admirable lumière de l'évangile. À l'Église adventiste de Caradeux, il a occupé différentes positions : diacre, président des diacres, directeur de l'École du Sabbat, directeur des Activités laïques, directeur de jeunesse, etc.

Ses études primaires achevées, il a bien vite compris qu'il fallait en faire d'autres en vue de mieux faire face à la vie qui n'a jamais été agréable pour les masses haïtiennes depuis le parricide du Pont-Rouge. D'abord, connaissant les principes actifs des feuilles de la plupart de nos plantes, il savait en concocter certaines potions. Ensuite, en 1958, il s'inscrit à un programme de formation en soins infirmiers. L'année suivante, il obtient son certificat et devient infirmier-auxiliaire communautaire. Jeanne Bernard, infirmière de son état, l'une de ses enseignants, a marqué positivement sa vie.

Peu de temps après cet éclatant succès, le jeune infirmier-auxiliaire comptera dans la galerie de ses relations le Dr Théodule Alexis, un des saints de la médecine haïtienne. Envoyé par la Croix-Rouge Haïtienne, après avoir servi aux Gonaïves et à Forêt-des-Pins, Dr Alexis venait offrir des séminaires aux infirmiers de la Plaine du Cul-de-Sac. C'est au contact de ce médecin qui a passé toute sa carrière à servir presque gratuitement les masses urbaines et rurales d'Haïti que Paul-Émile acquerra sa passion pour la cause des « *damnés de la terre* ».

En effet, vers le début des années 1960, Paul-Émile nagera déjà dans toute la splendeur de sa renommée. « On le voyait presque tous les jours, infatigable, sa sacoche médicale à la remorque de sa bicyclette, sillonnant toutes les sections rurales », m'a raconté récemment son beau-frère, mon ami Magloire Saint Vil. Il passera de maison en maison pour administrer des injections, réfectionner des plaies et assurer d'autres soins médicaux à beaucoup d'habitants de la Plaine du Cul-de-Sac. Aussi de la Croix-des-Missions, de Dumornay, de Monquette, de Petite Place Cazeau à d'autres localités l'appelleront-ils « *Docteur Paul-Émile* ».

Paul-Émile fera encore mieux. Tandis qu'il soulage ses patients, il profite de l'occasion pour leur parler du plan salvateur de Dieu pour l'humanité. On dirait que notre ami avait déjà entendu la voix de l'éminent pasteur mauricien Karl Johnson qui nous a appris qu'« *au cœur du concept de rédemption, se trouve le concept de guérison… Le plan de la rédemption est un plan de guérison* ». Il en avait fait son cantique et son histoire. Quelle assurance !

L'heure de fonder un foyer a sonné pour notre jeune infirmier-auxiliaire. En mars 1968, à l'Église adventiste Béthel, à Tête-Bœuf (Port-au-Prince), il convole en justes noces avec Marie Raymonde Saint Vil, fille de l'instituteur et Mme Claircius Saint Vil. La cérémonie a été célébrée par pasteur Edner Pierre-Louis. Les fiancés ont été conduits à l'autel par Mme Paulonne Saint-Vil, tante de la mariée, au bras de M. Walter Jean Arismé. Ce dernier, rappelons-le, était le

Suite en page12

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Tout klas dezas frape Ayiti; anyen pa chanje; menm eskandal yo te bliye reparèt pi rèd

Pandan n ap resevwa plis enfòmasyon sou dega tranblemandtè 14 out la (dawou pou zòt), epi kijan sitiyasyon gang ann Ayiti kontinye san rete, gwo eskandal pete sou kijan dwògmen PHTK te ka lakòz ansasinay prezidan de fakto Jovnèl Moyiz la (Jovenel Moïse). Poutèt sa, menm pandan n ap pale de tranblemandtè ak siklòn ki frape peyi a, younn apre lòt, nou pa ka fèmen je sou lòt eskandal ki montre kijan ekip mesye PHTK yo gen gwo responsablite nan tout tenten k ap pase nan peyi a, menm ansasinay prezidan yo a.

Se jounal *New York Times* samdi pase a, 21 out (dawou), ki vin ak youn atik ki gen youn tit ki soulve anpil kesyon. M ap bay li ann angle, jan l parèt la : « *He Guarded Haiti's Slain President and He's the Target of a Drug Inquiry* ». Menni an kreyòl : « *Se li k te monte lagad pou prezidan Ayiti ki ansasinen an, Men Li te anba ankèt nan youn kesyon dwòg* .

Pou mounn k ap suiv kesyon lakay, tousuit y ap kouri di, « Se de *Dimitri Hérard* jounal la ap pale ! » Nou pa fè èrè, se li menm menm. Men sa k pi enteresan toujou se lè nou wè jouk kibò yo remonte ak nou, jouk nan mwa davril lane 2015, lè eskandal « *Bato Sikre* » *Manzanares* la ki te sot nan peyi Kolonbi ak youn chajman kokayin ak eroyin, nan mitan sak sik, ki te vo anviwon 100 milyon dola (100 000 000,00 $). Lajan sik la pa ka parèt devan kokayin ak eroyin nan. Youn eskandal ke *Ayiti-Obsèvatè (Haïti-Observateur)* te met deyò anpremye, epi *Miami Herald* te vin pran l apre sa, ba l gwo bourad.

Enben, men *New York Times* di ke ansasinay JoMo a te ka gen youn koneksyon dwòg e ke Dimitri te ka byen fon nan koze a. Paske nan lane 2015, lè l t ap travay pou prezidan ki te la a – *Michel Joseph Martelly*, « *Bandi legal* » la, li te mele nan kesyon dwòg « *Bato sikre* » *a*. Epi kilès ki te asosye l ? Selon jounal la, se te *Charles Saint-Rémy*, ke nou konnen sou ti non l Kiko, ti frè *Sophia Saint Rémy Martelly*, bofrè ansyen prezidan an. Kòm yo di an franse, « *Suivez mon regard !* » Ēske bofrè a te nan tout gwo bagay sa a san prezidan an ak madanm ni pa t okouran, osnon èske se msye yo te met devan pou opere pou lafanmi ? Se ase enteresan ke, nan lane 2015, lè envestigasyon t ap fèt sou eskandal « *Bato sikre* » *a*, prezidan Mateli te anpeche yo kesyonnen *Dimitri Hérard*. Kisa l te konnen ke nou pa konnen ?

Antouka, nan 800 kilogram kokayin ak 300 kilogram eroyin ki te abò *Manzanares* la, se sèlman 120 kilogram DEA *(Drug Enforcement Agency)*, ajans amerikèn k ap batay kont konmès dwòg la, te resi jwenn, apre 28 jou yo te pase ap chache. Mounn *Dimitri Hérard* yo, menm jij ki te sanse vin fè konsta, yo tout te kouri pran pa yo epi disparèt byen vit, anvan ekip DEA a te rive. Epi tou, youn ajan DEA, *Keith McNichols*, ki te ann Ayiti lè eskandal la te pete a, ki te menm anchaj pou jwenn dwòg la, di jounal la, « *Lajistis elastik* » nan kesyon sa a. Li p ap travay pou DEA ankò, se poutét sa li ka pale byen klè pou l fè konnen DEA pa t klè nan kesyon an nonplis. Finalman, mwa pase a, Biwo avoka espesyal ki anchaj veye pou pwoteje anplwaye federal yo, blame DEA pou jan yo te trete kesyon dwòg Ayiti sa a. Anverite, se pa sèlman « *Nèg [ki] pa fè bak devan grinbak* », jan yo di pawòl la.

Gwo non reparèt nan atik *New York Times* nan, tankou *Bernard Mevs*, lafanmi ki gen pò prive kote bato a te akoste a. Non *Acra* site tou, paske se gwoup *Acra* a ki te kòmande sik ki te sèvi kòm kouvèti pou dwòg la. Wi, « *devan grinbak, pa gen fè bak* ». Okontrè, si ta gen pou ranmase dola ak pèl, se sa k ta fè yo plis plezi. Labib gen rezon di, « *Lanmou lajan se rasin tout moveste*

Jovnèl Moyiz

! » Enben dosye relouvri, vant anpil mounn ap bouyi. N ap di yo atansyon pou malè pa rive yo an piblik !

Michèl Mateli

Gen plis pawòl toujou. Jounal la fè konnen — e nou konn se vre — ke apre Mateli te chwazi Nèg Bannann nan, li te tou ba l Dimitri. Epi zwazo menm plimaj vole ansanm, pa vre ? JoMo te deja nan menm ekip la. Pa bliye ke lè msye te eli prezidan, li te gen youn akizasyon UCREF pandye sou tèt li pou « *blanchiman lajan* ». Depi w tande « *blanchiman lajan* », pi souvan se lajan dwòg. Men kòm se menm yo menm nan, pa gen mounn ki te ka anpeche Jovnèl Moyiz prete sèman. Selon sa chèf « *Bandi legal* » la te panse, ti bonnomn bannann nan te pral kontinye fè travay la pou li jiskaske l renmèt li pouvwa a. Men Nèg Bannann nan te gen pwojè pa l, li pran kontwòl gwo konmès la. Nan fason pa yo, mounn *New York Times* yo fè konnen ke JoMo te nan konmès la tou.

Yo pale de bra dwa Moyiz la ke otorite ameriken te arete ann Ayiti pou afè dwòg! Wi, yo te vin ak *Lissner Mathieu*, abò avyon yo tou menote nan Miyami, nan mwa mas ane sa a. Msye nan prizon bò isit. Se bagay nou te li nan *Ayiti-Obsèvatè*, nan mwa mas la. E nou dwe bay *blog TRUE a* kredi pou gwo atik li te ekri, nan dat 7 mas, ki te gen youn tit ann angle kote bonjan prediksyon te fèt sou lavni Nèg Bannann nan, apre yo te fin fouke *Mathieu*. Men li, an angle, ak tout gwo lèt majiskil, jan yo te ekri l la : « *THE BEGINNING OF THE END FOR JOVENEL MOISE – HIS RIGHT-HAND MAN ARRESTED BY THE DEA AND THE FBI FOR DRUG TRAFICkING AND KIDNAPPING—JOVENEL IS NEXT* ». (*Se kòmansman lafen pou Jovnèl Moyiz – DEA ak FBI arete Nèg ki Bra dwat li a nan Trafik Dwòg ak Kidnapin—Talè se pral tou Jovnèl*). Kat (4) mwa, jou pou jou, apre atik sa a te parèt, se pa DEA ofisyèlman ki te arete JoMo. Kanmenm, yo voye msye al nan peyi san chapo, jan nou konnen an.

Nan vil Okay, kay ak bilding atè plat.

Ann tounen sou kijan prezidan defakto a t ap boule ak lajan konmès la. Jan nou konprann bagay yo, sanble gen youn maldòn ki pase ant asosye yo. Di m kijan nou esplike tout milyon yo di yo jwenn lakay prezidan an. Gen mounn ki di 45 miliyon dola (45 000 000,00 $), byen ke nan rapò CSPJ (Konsèy siperyè Jistis an franse), apre swa-dizan ankèt, Lapolis di yo jwenn « *anpil lajan* » san bay chif. Natirèlman, si yo pral fè gwo pichkannen nan kòb la, yo pa ka bay okenn chif, paske fòk yo ta renmèt tout lajan an. Jan sa ye la a, nan lanmò l, JoMo fè plizyè ti milyonnè. Menm *Martine*, vèv la, soti ak youn gwo sak, lè l te tounen sot Miami, anvan lantèmen mari l la, lè l te monte al nan kay la, avèk pwoteksyon gad di kò yo. Jiskaprezan, m pa kwè yo janm kesyonnen Martine sou konbyen lajan ki te nan gwo sak la. *Lajistis elastik nan kesyon an.* Men l te byen konnen sa l t ap fè lè l te di li pa bezwen senk kòb Leta pou antèman mari l. Antouka, menm nan lanmò, nou wè byen klè nou te annafè ak youn bann trafikan dwèt long.

Ann fè tèt nou travay. Asireman, Dimitri te konnen gen youn bank prive lakay prezidan l nan, ki pa t boule klè ak li, ni avèk chèf Bandi legal la, ki te fèt pou jwenn pa l nan tout « *dil* » ki te fèt yo. Plis atò, JoMo vire do bay ekip la, li anbrase *Laurent Salvador Lamothe*, k ap pran pòz sovè l, jan dezyèm non l nan sonnen. JoMo t ap manje pou kò l ak fanmi l. Li bliye kontra li te gen ak « *Bandi legal* » la ki te vin chache l nan jaden bannann nan, mete l chita sou chèz boure a. Pa bliye, se *Evinx Daniel*, youn lòt gwo dilè dwòg, ki te gen lotèl nan Pò Sali (Port Salut), pa lwen Okay, ki te entwodui JoMo bay Mateli. Pòv *Evinx Daniel*, 2 mesye sa yo responsab lanmò l. Jan pawòl peyi Lend la di, JoMo jwenn « *karma* » pa l, li mouri ansasinen, menm jan li responsab pou anpik ansasinay. Sa w plante se sa w rekòlte. Men gen lòt mounn ki panko jwenn pa yo, men ki gen pou jwenn « *karma* » pa yo tou, paske yo te plante, fòk yo rekòlte tou. Menm si se pa egzakteman menm jan ak JoMo, yo pral fè rekòt pa yo. Pita, pi tris!

Fò m di nou *New York Times* di tout mesye li site nan atik la, ki te gen youn patisipasyon kèlkonk nan dosye dwòg *Manzanares* la, sèmante, di yo pa janm mele nan bagay konsa. Kanta pou *Charles* « *Kiko* » *Saint-Rémy*, li reponn ak

Ala nan paj 14

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

deduce that the motive for the assassination of the de facto president may not be political, but drug related, and the former head of Palace Security, Dimitri Hérard, has played a key role.

The article by Maria Abi-Habib, the paper's bureau chief for Mexico, Central America and the Caribbean, depends much on interviews with Keith McNichols and George Greco, both former Drug Enforcement Agency (DEA) agents in Haiti who witnessed the involvement of various individuals, including some close to presidents of Haiti, in drug trafficking, with that Caribbean-island nation becoming a major transshipment point between central America and the United States.

It wasn't easy for those agents to tell the truth about what was going on in Haiti. Said, Mr. McNichols, ***"I went through hell speaking the truth and trying to do the right thing."*** But they have been vindicated for their work in Haiti. According to the *Times*, ***"last month the U.S. Office of the Special Counsel, the American government arm responsible for protecting federal workers from political interference, reprimanded the D.E.A. for its handling of the Manzanares case and for not doing more to clean up Haiti's ports."***

Anyway, we're taken back to April 2015 when a major drug scandal exploded with the arrival of the Manzanares, a Panamanian-flagged vessel, which docked at the private port of the Mevs family in Port-au-Prince. In charge of port operations was Bernard Mevs. Supposedly the vessel carried a shipment of sugar for the Acra group, another of the top families that control Haiti's economy. But the sugar was just a cover for 800 kilograms of cocaine and 300 kilos of heroin, whose commercial value was put at $100 million.

According to Mr. McNichols, tipped off about the precious shipment, DEA agents were stalled and failed to arrive in time to investigate the shipment before most of it disappeared, as Palace Security personnel, under the command of Dimitri Hérard, oversaw the pillage, even participated in it. Even judges, who were involved in the case, took off with their loot. Accordingly, after a 28-day search, the DEA managed to recover only 120 kilograms of both substances.

Interestingly, Dimitri Hérard, working then for President Michel Martelly, the vaudeville singer Sweet Micky, was protected by his boss, who called himself "Legal Bandit." The president opposed any questioning of Hérard in the investigation of the "Sugared Boat," as the Manzanares was dubbed. Undoubtedly, the president knew that his own brother-in-law, Charles Saint-Rémy, nicknamed Kiko, was a close ally of Dimitri Hérard. It is doubtful that the brother of First Lady Sophia Saint-Rémy Martelly would have been involved in this multi-million adventure without her and her husband's knowledge. No high official nor any of the major civilians involved in the case went to jail.

Fast forward to current events, with President Moïse assassinated in the early hours of July 7, in his bedroom at his private residence in Pèlerin 5, an exclusive neighborhood in the hills above Pétion-Ville, the upscale suburb of Port-au-Prince. Reportedly, among the people called by the beleaguered president was Palace security chief Dimitri Hérard, who failed to arrive in time. More than that, where were the 30 to 50 security people in charge of the President's protection? In her eulogy, last July 23, in Cap-Haïtien, Martine Moïse, the president's widow, looking at her husband's casket, said, ***"You were abandoned and betrayed!"*** She didn't mention any name. Certainly, Dimitri Hérard had to be among them.

To be pointed out, when President Martelly hand-picked the Banana Man to warm the presidential chair for him until his return five years later, he also assigned him Dimitri Hérard to be in charge of Palace security. In other words, the latter owes his allegiance to Martelly, not to Moïse. Over the past year, a tense situation had developed between Martelly and Moïse, especially since the latter had embraced Laurent Salvador Lamothe, Martelly's former Prime Minister, as his replacement. On the Monday before his assassination on Wednesday, Moïse, singlehandedly and unconstitutionally, cleared Laurent Lamothe of all financial wrongdoings while in office, to allow him to become a candidate in the elections that were scheduled for September 26.

Other than assuming his political independence from Martelly, apparently Moïse failed to keep any unwritten agreement he had with his sponsor that could have included money from shady deals. As the report of the Judiciary Police on the assassination states "much cash" had been found at the president's residence, without mentioning any amount. Understandably so, for they would have to show physical evidence, and no doubt whatever amount was found had been or will be shared among a closed circle. Anyway, some people have put the figure as high as $45 million. Whatever the amount, one must ask how would a sitting president amass so much cash and from what sources? Of course, Jovenel Moïse was used to doing business in such a way. After all, he was "elected" under an indictment for "money laundering." That didn't matter, because Big Boss Martelly had chosen him to warm the chair for him, as previously stated. Once in power, Moïse had fired the director of Unité centrale de référence fiscale (Frency acronym UCREF,) one of government anti-corruption agencies that had prepared the report on his shady dealings.

Dimitry Hérard.

Certainly, Dimitri Hérard knew of the existence of the illegal bank at the president's residence. Since Jovenel Moïse had failed to share the millions with him and the Big Boss, the de facto president was marked for extinction, and an elaborate plan was concocted to carry it out. The Colombian mercenaries were fooled as to the mission for which they were hired, which was protection of certain high officials.

In resurrecting Dimitri Hérard's past, as he followed the instructions of the "Legal Bandit" in the biggest and most scandalous drug deal that took place under President Martelly, fingers are pointed at him now as key actor in the assassination of the president who failed to play by the rule of the mafia-like group that has taken Haiti hostage.

An important detail in the NYT story! Undoubtedly, President Moïse was also involved in the drug traffic. Consider that last March, Lissner Mathieu, said to provide *"professional services to the national palace, was arrested in Haiti by the D.E.A. and flown to the United States."* And the NYT adds, "*Mr. Mathieu fled to Haiti in 2006 after admitting in court that he had smuggled 500 kilograms of cocaine into the United States.*" When he was arrested last March, he had an access card to the national palace and was in possession of two *Dermalog* voting cards, the card introduced by Mr. Moïse, who annulled all Haitian identity cards, not unlike Joe Biden annulling all Social Security cards. Nevertheless, the president's office said Mathieu was not a palace employee. Then *"a photo of him on the campaign trail with Moïse emerged,"* the paper reported.

What should be added is that, even before the campaign photos, Lissner Mathieu worked at Jovenel Moïse's banana farm, reputed to have had a landing strip where small planes loaded with drugs landed. When Mathieu was arrested, on March 7, the blog ***TRUE,*** headlined all in caps: "THE BEGINNING OF THE END FOR JOVENEL MOISE – HIS RIGHT-HAND MAN ARRESTED BY THE DEA AND THE FBI FOR DRUG TRAFFICKING AND KIDNAPPING – JOVENEL IS NEXT." Four months to the day, on July 7, Jovenel Moïse was not arrested, but assassinated.

To be noted, credit is given to two other journalists, Anatoly Kurmanaev, in Port-au-Prince and Julian Barnes in Washington, D.C., who contributed to the report.

RAJ, 25 August 2021, at *raljo31@yahoo.com*

NEWSBRIEFS FROM HERE AND THERE

Some gems from the New York Times story not included in the analysis above.

*"***Haiti is a major transit point for drugs heading to the United States, an American and United Nations officials say the trade flourishes through an array of politicians, businesspeople and members of law enforcement who abuse their power."***

*****According to Keith McNichols, the DEA agent, ***"The corruption [in Haiti] goes up to the top levels."*** And ***"Justice is illusive."*** Moreover, ***"Haiti has become a narco-state – with Haitian politicians, members of the judiciary and even American officials in the D.E.A. enabling corruption for years."***

Will the Biden Administration institute a new policy to deal with the "narco-state" that Haiti is? Will the narco leaders of the past, reappearing on the scene, continue to be coddled by their friends in Washington and elsewhere, as had happened in the past? For example, it's mentioned on social network reporting that new U.S. Special Envoy for Haiti Daniel Foote has made a startling statement in private. That of the 10 remaining senators of the defunct Parliament, only Senator Patrice Dumont is not implicated in drugs. How does that leave Senator Joseph Lambert, president of the diminutive Senate of 10, from 30, who believes he should be interim president, along with Prime Minister Ariel Henry?

***A miracle in Macaya**, which boasts the second highest mountain peak in Haiti: Twenty-four (24) people, including four children, were found alive Sunday, August 22, under the rubble in Macaya, nine days after the earthquake of August 14. The government's Civil Protection Agency making the announcement, said they were taken by helicopter to Camp-Perrin, the closest town, for medical attention. No additional information was available about how they were able to survive that long.

***The gang are very active, despite Prime Minister Ariel Henry's statement that an agreement has been reached for a pause, considering the earthquake that devasted Haiti's Greater South.** The kidnapping of two medical doctors last Wednesday and Thursday (August 18 and 19) shocked people in Port-au-Prince and Pétionville. But Drs. Workens Alexandre and Hervé Chéry were reportedly released during the weekend for an undisclosed sum. More shocking was the seizure, Monday, August 23, of a bus in Gros Morne, in Haiti's northwestern region, with about 30 passengers on board. The kidnappers demand $200,000 for their release, according to the on-line blog *Rezo Nòdwès*. How long before Haiti is overrun by the gangs, triumphantly installing themselves at the National Palace?

*In that light, the formal declaration, Monday, August 23, of the leadership of the "Ēcole Normale Supérieure" of Haiti's State University is commendable. In a three-page document, signed by Bérard Cénatus and Dieuseul Prédélus, Board members of the institution, they describe Haiti as an ***"irresponsible State that has become a professional beggar."*** Regarding the latest catastrophic earthquake, they say they are preparing to get rich. Nothing was learned from the January 12, 2010 seism, so no preparations were made to face future earthquakes. ***"Nothing has changed, we continue on a downward path, the worse getting worst."*** And calling on the citizens, they say***: "When will we, Haitians, decide to put an end to this system?"***

Often, in the past, Haitian revolutionary movements got their spark from the halls of learning. Is this a call to war for change from these leaders at Haiti's State University?

RAJ

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 8

OU TOUJOU
AP PWOTEJE YO.
AVÈK VAKSEN YO,
Y AP JWENN PLIS
PWOTEKSYON TOUJOU.
TIMOUN KI GEN LAJ 12 RIVE 17 AN KAPAB PRAN VAKSEN KONT COVID-19 KOUNYE A.
Fè pitit ou a pran vaksen pou li ka retounen lekòl san danje. Timoun ki pran vaksen kont COVID-19 gen mwens chans pou yo pran ak simaye COVID-19.
AN NOU PWOTEJE TIMOUN NOU YO
EPI KENBE LEKÒL NOU YO SAN COVID.
Pou plis enfòmasyon sou vaksen kont COVID-19 yo ak sou kote pou w jwenn youn, ale sou nyc.gov/covidvaccine.
NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY
NYC Health
Bill de Blasio
Mayor
Dave A. Chokshi, MD, MSc
Mèrro Kontrolyon

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 9

NOUVELLES BRÈVES

Une autre semaine, Afghanistan éclipse Haïti de l'actualité internationale; Du nouveau dans la crise haïtienne

Après la victoire du Taliban sur les forces d'occupation américaines, suite à une guerre qui a duré une vingtaine d'années, c'est l'évacuation en catastrophe des Américains et de leurs alliés afghans qui domine l'actualité, car on se demande si, d'ici mardi, 31 août, les Américains auront réussi à évacuer tout le monde, tel que prévu. Et si ce n'est pas fait, à quoi doit-on s'attendre ?

Le porte-parole du Taliban, Zabiullah Mujahid, dans sa deuxième conférence de presse, hier, mardi 24 août, depuis leur victoire, il y a deux semaines, semble catégorique, disant que, passé le 31 août, les Américains seraient considérés comme des intrus. Aussi, s'est-il prononcé sur les Afghans qui s'empressent de partir. « *Nos citoyens, nos ingénieurs, nos médecins, professeurs et ceux qui ont été éduqués, le pays a grand besoin de leurs talents et ne doivent pas s'expatrier* ».

Entre-temps, ce sont des milliers –Américains et Afghans — qui ont été évacués du pays, depuis la mise en place du pont aérien, le 15 août. Seulement dans les 24 heures jusqu'à mardi 3 heures du matin, selon les informations fournies par les autorités américaines, 21 600 personnes ont été évacuées, totalisant 58 700 jusqu'alors. Vu que des lignes aériennes privées se sont mises de la partie sur la demande du gouvernement, l'évacuation s'accélère à un rythme étourdissant. Toutefois, on ne sait si, d'ici mardi, la date butoir, on aura achevé l'évacuation.

Lors d'une réunion virtuelle, mardi 24 août, du G-7, c'-est-à-dire des leaders des sept nations les plus riches d'Europe, alliés des Américains, ainsi que le président américain, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, parlant au nom des Européens, dit qu'ils se sont entendus sur un plan selon lequel le Taliban devait permettre le départ ordonné, et ceci même après le 31 août, de tous ceux qui veulent partir. Un prolongement jusqu'au 11 septembre est avancé. Entre-temps, 6 000 soldats américains campent à l'aéroport international de Kabul. Toutefois, jusque mardi soir, le président tenait sa position : d'ici le 31 août, tout sera conclu.

La date du 11 septembre est symbolique, car elle ramène, jour pour jour, le 11 septembre 2001, le jour où des terroristes musulmans, du

Dr Anthony Fauci

groupe al-Qaeda, sous la direction d'Osama Bin-Laden, avaient attaqué trois sites, aux États-Unis, y compris le World Trade Center, à New

Le Premier ministre de facto Ariel Henry

York, et le Pentagone, en Virginie, en banlieue de Washington, causant la mort de 2 996 personnes, dont les 19 terroristes eux-mêmes, qui avaient pris le contrôle de vols réguliers, faisant des avions des engins de destruction. C'est cet incident qui avait porté les Américains à déclencher la guerre en Afghanistan, dit la base des terroristes. Voilà que vingt ans plus tard, les alliés de ces terroristes ont remporté la victoire sur l'Aigle.

Haïti toujours en crise, des aveux du Premier ministre

C'est à Radio Canada que le Premier ministre Ariel Henry a donné une interview fleuve lundi dernier, 23 août, annonçant en primeur que les élections ne seront pas possibles cette année.

C'est à l'« *envoyée spéciale Azeb Wolde-Giorghis* » de la chaîne canadienne que le docteur Henry s'est ouvert, au grand dam de la presse locale. On ne saurait tout dire dans un articulet de ce qu'il a révélé à cette journaliste, mais on note sa position sur les élections que la communauté internationale exigeait cette année et que Mme Guylande Mésadieu, cheffe du Conseil électoral provisoire inconstitutionnel constitué par feu le président de facto Jovenel Moïse, s'apprêtait à organiser, coûte que coûte. D'ailleurs, elle avait même publié son calendrier des joutes électorales et avait enjoint le Premier ministre d'appeler les citoyens à leurs comices. Demandé « **Quand auront lieu les élections** » ? le Premier ministre a répondu en ces termes : « *On ne va pas pouvoir avoir des élections cette année. Je vais tout faire pour qu'on ait des élections l'année prochaine. [. . .] Je ne sais pas encore quand. Il y a encore un certain nombre de choses qu'il nous faut faire avant de savoir précisément la date* ». Et voici, pour l'édification surtout de Mme Mésadieu et de son CEP bidon : « *La première chose est de nommer un conseil électoral qui inspire confiance à tout le monde. Et c'est ce conseil qui nous donnera la date* ».

Il affirme aussi : « *Je ne serai pas candidat* », tout en ajoutant qu'il a pris « *l'engagement que tous les gens qui font partie de [mon] gouvernement ne se mêleront pas de la campagne électorale. C'est la seule manière de créer la confiance et d'avoir des élections libres, vraiment libres* ».

En sus de cette position ferme sur les élections, il y a aussi les priorités de son gouvernement. Répondant à la question concernant celles-ci, il dit : « *Notre priorité est de répondre à cette catastrophe. La seconde sera celle de reconstruire, mais la reconstruction se fera, pour moi, en s'appuyant sur un gouvernement élu* ».

On dirait que le neurochirurgien voudrait rompre avec

Le juge Garry Orélien chargé d'instruire le dossier assassinat de Jovenel Moïse.

le gouvernement dont il a hérité, car pour « *rétablir la confiance envers le gouvernement* », affirme-t-il, il faut « *d'abord [adopter] une autre façon de procéder, de la trans-*

Zabiullah Mujahid, porte-parole du Taliban.

parence. Nous ne faisons pas d'annonces, nous disons ce que nous faisons et nous demandons aux gens de vérifier ».

Mine de rien, Ariel Henry pourrait se faire une virginité politique, mais il lui faudra se libérer des poids lourds dont il a hérité de Jovenel Moïse. Alors, il pourra lancer son appel au peuple haïtien, comme il l'a fait en conclusion quand la question lui a été posée, savoir son **Message aux Haïtiens** : « *Pour les Haïtiens, mon message est l'union fait la force. Il nous faut nous unir. Oublions le passé, oublions nos querelles, mettons-nous ensemble pour changer le pays* ».

Mais on se demande comment oublier les vols orchestrés par ses prédécesseurs, surtout les plus de quatre milliards de dollars du Fonds PetroCaribe, qui auraient pu apporter des changements physiques au pays, tel un hôpital du genre de celui de Mirebalais dans chaque département, qui aurait coûté 170 millions de dollars, soit 4 % de la somme totale des fonds volés. On aurait pu doter le pays d'infrastructures qui, en ce moment, pourraient soulager grandement les sinistrés du Grand Sud.

***Le coronavirus peut être mis hors d'état de nuire, d'ici le printemps 2022, selon le Dr Anthony Fauci, expert en maladies infectieuses et conseiller du gouvernement américain.** Mais il faudra un programme de vaccination accéléré, À date, 71 % de la population, aux États-Unis, sont inoculés, alors qu'il ne reste que moins de 30 % pour que toute la population soit vaccinée. Le *Centers for Disease Control and Prevention*, l'agence étatique chargée de surveiller l'état de santé de la nation, ayant complètement approuvé les vaccins de la compagnie Pfizer, c'est un encouragement pour les retardataires de se faire vacciner dans les meilleurs délais. Entre-temps, se constate une remontée, un peu partout, du virus mortel. Ce qui augmente la population de nombreux hôpitaux. Que ceux qui ont des oreilles pour entendre entendent et fassent le nécessaire.

***Après le déport, près de deux semaines plus tôt, du juge Matthieu Chanlate, du dossier d'assassinat du président de facto Jovenel Moïse, lundi, 23 août, le doyen du Tribunal de première instance de Port-au-Prince, Bernard Saint-Vil, a nommé le juge Garry Orélien pour instruire le dossier. Histoire à suivre.**

Pierre Quiroule II
25 août 2021

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 10

ÉDITORIAL

Le séisme du 14 août 2021 : Attention aux escroqueries !

D'une manière générale, la corruption reste une activité opportuniste, dont les acteurs enfoncent les portes de la protection étatique pour perpétrer leurs forfaits. Dans un pays comme Haïti, où l'escroquerie est quasiment institutionnalisée, car envahissant pratiquement tous les rouages de l'administration publique, il faut craindre, en dépit des préoccupations exprimées par les présentes autorités, transfuges de délinquants précédemment au pouvoir, que les démons du passé ne reprennent leur droit. Car, une autre calamité est une nouvelle occasion de création d'escrocs.

Dès janvier 2010 et durant les mois qui ont suivi le tremblement de terre dévastateur qui frappa de plein fouet Port-au-Prince et Léogâne, à un degré moindre, ainsi que les autres calamités déclenchées sous forme de cyclones et d'inondations ont offert un champ libre aux délinquants. Avant et après cette date, les donneurs d'aide faisaient feu de tout bois pour s'engager soi-disant dans l'humanitaire, particulièrement sous prétexte de secourir les sinistrés. La situation n'est pas différente de ce qu'elle a été, dans le passé. Moins de 72 heures après que, le samedi 14 août, aux environs de 8 heures 30 du matin, un séisme de 7,2 sur l'échelle de Richter eut secoué les départements des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse, des entités sortaient comme des champignons de la terre pour lancer des collectes de fonds à l'intention des victimes de cette dernière catastrophe. Autant l'occasion est propice au lancement de projets d'aide aux familles sinistrées, autant aussi elle ouvre la porte aux bâtisseurs de fortune. Dans un pays comme Haïti, où la misère, alliée aux manques de moyens de survie ou de création de richesse, poussent les uns et les autres à toutes sortes d'actes répréhensibles, la crainte d'une répétition de coups fourrés aux sinistrés, dans le cadre de la distribution d'aide, pourrait être une réalité incontournable. En ce sens, le spectre des démons engendrés par le tremblement de terre de 2010 surgit déjà. Voilà ce qui légitime ce cri d'alarme.

En effet, comme par le passé, et en réponse aux différentes calamités naturelles, qui se sont abattues sur Haïti, des pays étrangers, en tout premier lieu, nos amis de la région, la République dominicaine, les États-Unis, le Venezuela, le Chili, la Colombie, mais aussi l'Union européenne (EU), les Nations Unies, etc. se portent rapidement à la rescousse. Quant aux États-Unis, leurs donneurs d'aide, bien équipés, se trouvaient déjà à pied d'œuvre sur le terrain, moins de quarante-huit heures après les secousses initiales. Avant même la première visite, aux Cayes, dans le département du Sud, d'une délégation gouvernementale dirigée par le Premier ministre de facto, Ariel Henry, des secouristes états-uniens étaient déployés à Jérémie, dans la Grand'Anse, qui met en place un pont aérien reliant cette ville à Port-au-Prince. Ainsi les premières victimes commençaient à avoir accès aux soins qui n'étaient alors disponibles qu'à la capitale.

D'autres entités internationales ont pris des engagements d'aide monétaire à l'intention des zones sinistrées. C'est le cas, encore, des États-Unis mobilisant les ressources de l'Agence américaine de développement international (acronyme anglais USAID) pour venir en aide aux victimes des trois départements touchés. Si, à l'instar des autres pays ayant promis de l'aide exprimée en USD millions $, le leadership états-unien a mis en branle sa machinerie lourde, des équipements dernier cri et son personnel expérimenté en pareilles matières, en sus des provisions alimentaires et kits sanitaires, il est certain que l'aide américaine s'évalue à des dizaines de millions de dollars. Un des rares pays dont la coopération s'adresse directement aux sinistrés, cette approche pourrait se révéler plus efficace que d'autres. Puisque, témoins de la gestion de l'aide par nos dirigeants, dans le passé, les Américains savent que les victimes du tremblement de terre du 14 août bénéficieront pleinement de cette nouvelle vague de « *dons du peuple américain au peuple haïtien* ».

Dans le cadre de la nouvelle intervention des amis d'Haïti, en matière d'aide, d'autres États ont fait des promesses. Comme, par exemple, l'Union européenne mettant USD 3 millions $ à la disposition des victimes, par le truchement de ses « *partenaires sur le terrain* ». Ou la République de Taïwan (Taïpei) promettant USD 500 mille $ au gouvernement haïtien, en sus de dizaines de tonnes de produits évalués à des millions de dollars U.S. De leur côté, les Nations Unies ont promis USD 8 millions $, qui seront, sans doute, remis aux autorités haïtiennes.

De même, des avions venant du Brésil, du Chili, du Venezuela, de Colombie, pour ne citer que ces pays, ont atterri à l'aéroport international de Port-au-Prince, apportant toutes sortes de matériels, ainsi que la nourriture. Pendant ce temps, trois bateaux de la Marine dominicaine débarquaient des kits alimentaires et sanitaires au wharf de Jérémie.

Parallèlement à ces initiatives internationales, la solidarité nationale n'est pas de reste. Des appels à l'entraide des Haïtiens à l'égard des sinistrés des trois départements sévèrement touchés fusent de toutes parts. Aussi des organisations socio-professionnels, des propriétaires d'entreprises et d'hommes politiques ont-ils répondu généreusement. Signalons que l'ex-sénateur Youri Latortue, à la tête d'une délégation de son parti, *Ayiti Ann Aksyon* (AAA), a effectué une visite auprès des sinistrés, dans le Grand Sud, notamment aux Cayes et à Jérémie, distribuant des produits alimentaires ainsi que des enveloppes aux victimes. Même chose pour l'ex-député Jerry Tardieu, qui a visité plusieurs zones, du Sud et des Nippes, notamment la ville des Cayes et la communauté de Lasile. Au niveau du PHTK (régime au pouvoir), le sénateur Rony Célestin, dont le nom est lié à des activités douteuses, y compris l'achat de propriétés, au Canada, ayant coûté des USD millions $, a annoncé un don de 50 millions de gourdes (USD 500 mille $) aux victimes du séisme. Pour sa part, l'ex-président musicien, Michel Martelly, accompagné de sa femme, Sophia Saint-Rémy, a rendu visite dans le Sud, surtout à la ville des Cayes. Aucune valeur monétaire n'a été annoncée, dans le cadre de cette visite, ni relative à un don octroyé à l'intention des victimes. Vu la taille de la fortune bâtie par ce dernier, tant au pouvoir que dans les activités illicites de toutes sortes, on devrait s'attendre à une allocation aux sinistrés des trois départements portant sur des millions. Il semble que l'intervention du « Bandit légal » se confine uniquement dans le symbolisme.

Nationalement encore, les propriétaires de petites entreprises des autres départements du pays se sont inscrits en dons aux victimes du séisme du 14 août, sous forme d'eau traitée mise en bouteille ou d'autres articles de ménage aisément transportables et non périssables. L'eau, en particulier, constitue un besoin précieux, surtout dans les endroits dont le réseau d'adduction et de distribution d'eau est totalement dévasté par le tremblement de terre. Ces dons, que d'aucuns diraient minimes, revêtent une importance capitale, particulièrement dans ces zones profondément affectées, fait évoquer la boutade arguée par l'ex-député Tardieu : « *Bay piti pa di chich* ».

Assurément d'autres chefs d'entreprise, qui ne se sont pas encore manifestés, ne laisseront point passer cette occasion d'afficher leur élan patriotique et humanitaire. Bien que la friponnerie infâme qui a caractérisé certains dirigeants haïtiens, dans le passé, soit de nature à donner réellement à réfléchir à plus d'un, avant de faire le geste qui s'impose, à cette occasion. Selon toute vraisemblance, les présentes autorités semblent tenir compte de cette préoccupation en créant le « Centre des opérations d'urgence nationales » (COUN). On ne peut oublier de si tôt la réticence qu'avaient manifestée les entreprises nationales par rapport à leur soutien à la campagne anti-COVID-19 qu'avait lancée les autorités du pays, l'année dernière. Des dirigeants de celles-ci avaient opté pour faire des dons directement aux centres hospitaliers. C'était, sans doute, leur façon d'éviter de contribuer à la corruption qui bat son plein dans l'administration publique.

Mais il existe une autre couche potentielle de corruption à combattre, qui pourrait se développer rapidement, le besoin de pourvoir l'aide aux victimes du séisme du 14 août constituant un terrain fertile à son épanouissement. Il s'agit d'organisations opportunistes, nouvellement créées ou nées de nouveau, après avoir été longtemps en hibernation.

Certes, pratiquement au lendemain du jour où la terre a secoué violemment, entraînant un nombre, jusqu'ici provisoire, de décès, des milliers de victimes et la destruction dans le Grand Sud, des individus se sont empressés d'ouvrir des comptes « *gofundme* », de réactiver un système de collecte de fonds qui était en veilleuse, ou encore de remettre en activité une institution qui n'était plus en service.

Il faut bien se demander si le COUN récemment créé est doté de moyens pour repousser et neutraliser les acteurs qui prennent les décisions à tous les niveaux de l'appareil d'État. Surtout que l'omniprésence des criminels financiers dans le gouvernement rend nul et sans effet les mécanismes de lutte contre leurs activités malhonnêtes. Tant que les décideurs politiques, d'ici et là, ne sont pas tenus responsables par rapport aux dérives dont ils sont coupables, aucun État de droit ne pourra émerger, les criminels de tout acabit auront le vent en poupe. Point n'est besoin de citer de noms, car ils se connaissent. Ils savent bien que leur intention n'est pas de soulager la misère des victimes de cette tragédie, mais de s'offrir un créneau pour s'enrichir de manière illicite. Ainsi, contrarient-ils l'initiative des organisations légitimes œuvrant sur le terrain, à l'année longue, apportant de l'aide aux couches nécessiteuses, soit sous forme de logements aux familles démunies ou des repas chauds aux récents déplacés de Martissant, par exemple.

Haïti a l'obligation d'éviter que se répètent les mauvaises expériences nées du tremblement de terre du 12 janvier 2010. Plus de USD 13 milliards $ étaient promis et quelque 4 milliards versés pour la reconstruction des zones dévastées. La Commission internationale de reconstruction d'Haïti (CIRH), co-présidée par l'ex-président démocrate américain William Jefferson Clinton et Jean Max Bellerive, alors Premier ministre, sous le président René Préval, ne s'est pas acquittée de sa responsabilité. Les fonds alloués se sont volatilisés, la reconstruction des zones démolies attend encore. Signalons que, M. Bellerive habite une luxueuse villa, en République dominicaine évaluée en millions, en sus de posséder des biens immobiliers coûtant des dizaines de USD millions, tels que rapportés par des sources officieuses de l'État voisin.

Cette mise en garde s'adresse à ceux qui ont la responsabilité de piloter l'administration publique et d'imprimer des disciplines strictes à ceux qui contrôlent les mécanismes de distribution de l'aide. Puisque les personnes présentement au pouvoir sont les successeurs de ceux qui étaient aux commandes après le séisme de 2010, ce cri d'alarme prend une allure vraiment désespérée. En fait, rien n'autorise à croire qu'un dépassement de soi soit possible, sans un changement d'équipe à Port-au-Prince. Relançons donc l'avertissement : Attention aux escrocs, au sein de l'administration publique et en dehors du pouvoir !

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 11

EDITORIAL

The August 14, 2021 earthquake: Beware of fraudsters!

Corruption remains an opportunistic activity, the actors of which break down the doors of state protection to perpetrate their crimes. In a country such as Haiti, where fraud is almost institutionalized, as it invades practically the whole public administration, one fears that, despite the concerns expressed by the present authorities, defectors from the team of delinquents previously in power, the demons of the past, as they are, will take over. For them, another calamity represents another opportunity to create crooks.

Since January 2010 and during the months that followed the devastating earthquake that hit Port-au-Prince and Léogâne, to a lesser degree, as well as other calamities triggered in the form of hurricanes and floods have provided many an opportunity to enrich themselves at the expense of the victims. Before and after this date, aid donors went out of their way to undertake so-called humanitarian projects, especially under the pretext of disaster relief.

The situation now is not different from what it was then. Less than 72 hours after the Saturday, August 14, earthquake of 7.2 magnitude on the Richter scale struck the departments of Nippes, South and Grand'Anse, around 8:30 am, entities sprang up like mushrooms from the ground to launch fundraisers for the victims of the latest disaster. While it's a propitious occasion to launch aid projects for the disaster-stricken families, the door is also opened to makeshift builders. In a country like Haiti, where misery, combined with the lack of means of survival, of wealth creation, people are pushed to all sorts of reprehensible acts to make money. Thus, in the framework of aid distribution, one fears a repetition of dirty tricks against the real victims is almost an unavoidable reality. The specter of the demons generated by the 2010 earthquake is looming. Thus, this legitimate cry of alarm!

Indeed, as in the past, when Haiti had been hit by natural disasters, its international friends have responded quickly. First and foremost are those from the immediate region, such as the Dominican Republic, the United States, Venezuela, Chile, Colombia, but also the European Union (EU), the United Nations and others. As for the United States, less than 48 hours after the tremblor, its well-equipped aid donors were already hard at work on the ground. Even before the first visit of a government delegation headed by de facto Prime Minister Ariel Henry to Les Cayes, in the southern department, U.S. rescue workers were already in Jérémie, in the Grand'Anse region, in Haiti's far west, setting up an air bridge linking that city to Port-au-Prince. Thus, the first victims began to have access to care that was available only in the capital.

Other international entities have made commitments of monetary aid to the disaster areas. The United States mobilized the resources of the U.S. Agency for International Development (USAID) to assist victims in the three affected departments. While other countries have promised millions of dollars in aid, the U.S. leadership has quickly mobilized its heavy machinery, state-of-the-art equipment and experienced personnel in such matters, to come to the rescue. In addition, food supplies and health kits provided could be evaluated in tens of millions of dollars. As one of the few countries whose cooperation is directly with the disaster victims, this approach may be more effective than others. No doubt, the Americans have been prompted to do what they do because they witnessed how our leaders handled the aid in the past. This time they're making sure that the victims of the August 14 earthquake benefit fully from this new wave of ***"gifts from the American people to the Haitian people."***

In the framework of the new intervention of Haiti's friends in matters of aid, other states have made promises. For example, the European Union has made $3 million available to the victims through its "partners on the ground". Alternatively, the Republic of Taiwan (Taipei) has pledged $500,000 to the Haitian government, in addition to dozens of tons of goods valued in millions of dollars. For their part, the United Nations has pledged $8 million, which will undoubtedly be handed over to Haitian authorities.

Moreover, planes from Brazil, Chile, Venezuela, Colombia, to name a few, have landed at the international airport in Port-au-Prince, bringing all kinds of materials, as well as food. Also, three ships of the Dominican Navy ducked at the wharf of Jérémie, bringing food and health kits.

Besides these international initiatives, national solidarity is visible. Calls for mutual aid from Haitians to the victims of the three severely affected departments have resulted in people coming from everywhere to help their compatriots in the Greater South. Socio-professional organizations, business owners and politicians have responded generously. To be noted, is former senator Youri Latortue, at the head of a delegation of his party, *Ayiti Ann Aksyon* (AAA), who visited the victims in the regions, particularly in Les Cayes and Jérémie, distributing food products and envelopes to the victims. The same goes for former deputy or Congressman Jerry Tardieu, who visited several areas in the South and Nippes, including the city of Cayes and the hard-hit community of Lasile.

As for the ruling PHTK party, Senator Rony Célestin, whose name is linked to dubious activities, including the purchase of million-dollar properties in Canada, he announced a donation of 50 million gourdes ($ 500,000) to the victims of the earthquake. For his part, the former musician-turned president Michel Martelly, in the company of his wife, Sophia Saint-Rémy, visited the South, especially the city of Cayes. No monetary value was announced, neither was any known donation made to the victims. Given the size of the family's fortune generated from public funds and all sorts of illicit activities, one would have expected that their allocation to the victims of the three departments would have been in millions of dollars. Apparently, the self-styled "Legal Bandit" is confining himself to the realm of symbolism.

Still at a national level, small business owners in the other departments of the country have donated to the victims of the August 14 earthquake, especially providing loads of bottled water and other easily transportable and non-perishable household items. Water, in particular, is a precious commodity, especially in places where the water supply and distribution network was very devastated by the earthquake. These donations, which some would say are minimal, are of paramount importance, especially in these deeply affected areas, evoking the Creole quip made by former Deputy Tardieu: *"Bay piti pa di chich"* (Giving little doesn't mean stingy.)

Certainly, other business leaders, who have not yet come forward, won't pass up this opportunity to display their patriotic and humanitarian enthusiasm. Understandably, some are reticent while they figure out how to go about giving their aid. Based on past experience, they have in mind the rascals among Haitian officials. For example, the government has created the "Center for National Emergency" (French acronym COUN), which should coordinate the aid to have a better control of distribution. It has yet to build trust. One can still remember the reluctance of national companies to support the anti-COVID-19 campaign launched by the country's authorities last year. Some business leaders opted to donate directly to hospitals. This was probably their way of avoiding contributing to the corruption that is in full swing in public administration.

However, there is another potential layer of corruption to combat, which could develop rapidly, as the need to provide aid to the victims of the August 14 earthquake provides fertile ground for it to flourish. These are opportunistic organizations, newly created or born again, after having been dormant for a long time.

As it is, immediately after the violent earth shaking that resulted in still provisional numbers of over 2,000 deaths and victims in the tens of thousands, besides untold property destruction in the Greater South, individuals rushed to open "*gofundme*" accounts, to reactivate a fundraising system that was dormant, or to resurrect institutions that were no longer in existence.

The question is whether the newly created COUN is equipped to repel and neutralize the actors who make decisions at all levels of the state apparatus. Especially since the omnipresence of financial criminals in government renders the mechanisms to combat their dishonest activities null and void. As long as political decision-makers, at all levels, are not held accountable for the abuses of which they are guilty, no rule of law will emerge, and criminals of all kinds will feel free to continue as in the past. There is no need to name names, because they know themselves alright. They know that their intention is not to relieve the misery of the victims of the tragedy, but to offer themselves a window of opportunity to enrich themselves in an illicit manner. Thus, they are thwarting the initiative of legitimate organizations working on the ground, year-round, bringing aid to the needy, either in the form of housing to destitute families or hot meals to the recently displaced of Martissant and elsewhere, for example.

Haiti has an obligation to avoid repeating the bad experiences of the January 12, 2010 earthquake. More than $13 billion was pledged for Haiti and about $4 billion was disbursed for ***"building Haiti back better"*** after the last earthquake. The International Haiti Reconstruction Commission (IHRC), co-chaired by former U.S. President William Jefferson Clinton and then Prime Minister Jean Max Bellerive under President René Préval, did not fulfill its responsibility. The allocated funds have vanished and the reconstruction of the demolished areas is still waiting. To be noted, Mr. Bellerive now lives in the Dominican Republic in a castle-like residence evaluated in millions of dollars.

This warning is addressed to those who have the responsibility to steer the public administration and to impose strict discipline on those who control the aid distribution mechanisms. Since those currently in power are the successors of the ones who were in charge after the 2010 earthquake, this warning takes an air of desperation. For, there's no reason to believe that a change is possible with the team in Port-au-Prince. So, we again cry out: ***Beware of the crooks, within public administration and in the private sector!***

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 12

NÉCROLOGIE

Suite de la page 5

le père de Ketly Arismé, future épouse du frère Etienne Vaval. De cette union, verront le jour quatre joyaux : Esther, Hussen (décédé en juillet 2011), Kerlisse et Dorcas.

Le jeune époux se saignera aux quatre veines pour procurer une vie décente à sa famille. Entrepreneur dans l'âme, non seulement il s'adonne à sa profession, il investit également dans l'agriculture. Il achète des terres qu'il loue à vil prix à des paysans moins fortunés. C'est un « *gentleman farmer* » dans le plein sens du terme.

Mais malheureusement, les dirigeants politiques haïtiens ont rarement encouragé les citoyens honnêtes et utiles. De très souvent, ces derniers ont dû, malgré eux, quitter le sol natal pour partir des fois même à l'aventure. C'est ainsi qu'en septembre 1970, au grand regret de la population de son village, Paul-Émile allait s'établir à Saint Martin. Il y restera près de deux années. C'est le temps qu'il prit pour aller se fixer au Canada.

Inutile de dire que, comme tout nouvel immigrant, notre homme fera face au dépaysement et à une mordante nostalgie. Toutefois, il ne restera pas inactif. Dès son arrivée, il fréquente l'Église adventiste de Saint Léonard. Dans la vie courante, il multiplie les petits boulots en vue de s'occuper dignement de sa femme et de ses enfants restés au pays. Tour à tour, il travaille comme machiniste dans une manufacture, chauffeur de taxi et chauffeur d'autobus scolaire. En mars 1973, sa femme le rejoint, adoucissant ainsi son désarroi et ses longues nuits de solitude. Dorcas, la benjamine de la famille, sera le doux fruit de leur amour et de leur passion.

À Montréal, Paul-Émile et son épouse deviennent membres fondateurs de l'Église adventiste du 7e jour Beer-Shéba. Nous sommes à la fin de l'année 1973. Naasson Bélizaire Prosper en est le premier pasteur. Avec cet inoubliable homme de Dieu, notre dévoué laïque entreprendra des campagnes d'évangélisation et des chantiers missionnaires un peu partout au Québec.

Les Paul-Émile seront bientôt au complet. En mars 1980, les trois autres enfants viennent égayer le foyer davantage. Dès lors, les responsabilités, en revanche, se sont un peu alourdies. Bûcheur et visionnaire, Paul-Émile consentira d'énormes sacrifices pour assurer le bien-être de sa famille. En effet, à partir de 1983, en vue d'arrondir ses fins de mois, chaque fin de semaine, il utilise son fourgon pour servir au transport de vacanciers entre Montréal et New York.

Encore au bénéfice des siens, il prendra au fil du temps une décision bien plus importante. En 1985, il déménage aux États-Unis. Honorablement, il s'y « débrouille comme Maître Jean-Jacques » et devient chauffeur de taxi. Quelque temps après, grâce à son esprit entrepreneurial, il fait lancer une compagnie de transport scolaire. Parallèlement, se souciant de sa vie spirituelle, il choisit comme lieu d'adoration l'Église Gethsémané. Depuis sa fondation en février 1983, celle-ci est dirigée, l'on s'en souvient, par Naasson Bélizaire Prosper, le titan du micro sacré, son ancien pasteur à Montréal. En un rien de temps, il s'y est fait des amis et s'est trouvé une nouvelle famille

L'homme est vraiment béni de Dieu. En peu de temps, son entreprise privée baptisée « Paul-Émile School Bus » devient l'une des plus florissantes de Brooklyn. Il s'occupait du transport, vers la fin des années 1980, de plus d'une cinquantaine d'élèves. Altruiste, il encouragera plusieurs compatriotes à obtenir la classe de permis de conduire appropriée — le CDL — pour qu'ils puissent, eux aussi, s'adonner à ce genre d'activité.

Bientôt, par transfert régulier, le nom de Jean Nestave Paul-Émile est ajouté au registre des membres de Gethsémané. Il se montre un ouvrier irréprochable dans la vigne du Seigneur. Aussi, en 1987, il est nommé diacre et seconde le dynamique Etienne Vaval dans ses responsabilités au Département des Services communautaires et du Bon Samaritain.

Au diaconat, il est admiré de tous pour son dévouement et sa consécration. En 1988, avec les frères Brenord Auguste et Eddy Saint Fleur, Paul-Émile est un des vice-présidents de ce Corps. Rappelons qu'à l'époque, ce département, présidé par le frère Etienne Vaval, avait comme secrétaires Clarence Saint Hilaire et votre serviteur. C'est alors que Paul-Émile et moi allions commencer à nous nous porter une admiration mutuelle.

D'emblée, son amour pour sa famille et pour notre pays a retenu mon attention. En effet, rares furent les conversations au cours desquelles il ne mentionnait pas les noms de sa femme et de ses enfants. Il les aimait comme la prunelle de ses yeux. En ce qui a trait à Haïti, Paul-Émile était « l'homme selon mon cœur ». Il adorait notre pays. Et de cette grande passion, lui et moi avions un point commun : l'attachement à la paysannerie haïtienne. Il était fier de ses origines paysannes et avait de rêves grandioses pour son coin de terre.

À cause de sa consécration et de son dynamisme, il ne tardera pas à gravir les échelons dans l'administration de Gethsémané. En 1994, Paul-Émile succède à frère Eddy Saint Fleur comme président des diacres. Une fois de plus, l'homme s'est révélé à la hauteur de ses responsabilités. Frère Balthazar Florestal, un de ses futurs successeurs, m'a confié hier au téléphone : « *C'est frère Paul-Émile qui m'a vraiment donné le goût du service et du travail bien fait. Il n'a jamais rechigné à la tâche. C'était un humble et fidèle serviteur de Dieu* ».

La générosité de Paul-Émile accentuait sa belle image. C'est sans surprise que, en 1995, Gethsémané l'a choisi pour diriger le Département des Services Communautaires et du Bon Samaritain. Une fois de plus, à ce poste, il s'est donné corps et âme. Une seule idée l'anime : voler au secours des déshérités. Et il le fera sans « m'as-tu-vu » ni tralala, sachant que, selon Matthieu 6 :3, « *quand on fait l'aumône, main gauche n'a pas besoin de savoir ce que fait la droite* ». En voilà un qui mériterait vraiment le surnom de « *Papa bon cœur* ».

À part de son engagement dans la cause du Seigneur, Paul-Émile a toujours été également très impliqué dans la vie socio-politique de sa terre natale. Son patriotisme l'a toujours conduit vers tout mouvement prônant une amélioration des conditions de vie de la population. C'est ainsi qu'il allait adhérer au mouvement « *Lavalas* », vouant une admiration sans bornes au père Jean-Bertrand Aristide. Lorsque, en décembre 1990, celui-ci gagne haut la main les élections présidentielles, Paul-Émile est au septième ciel. Il fait alors rapidement des plans pour retourner au pays. Le coup d'État du 30 septembre 1991 contre le président Aristide mit fin à ses rêves. Pour lui, ce n'était que partie remise.

Le 15 octobre 1994, le président Jean- Bertrand Aristide retourne au pays. Un an plus tard, Paul-Émile, rejetant les conseils de ses amis et de sa famille, vend sa prospère entreprise, prend ses cliques et ses claques et retourne en Haïti. Il offre gracieusement certaines de ses propriétés au mouvement « *Lavalas* » et utilise ses propres fonds pour nourrir des familles nécessiteuses. Ne cherchant pas à utiliser ses relations comme un tremplin pour gagner de l'argent mal acquis, Paul-Émile investira dans d'autres projets. Ainsi, il va créer des emplois au bénéfice des jeunes de Caradeux et des habitations environnantes.

Cependant, Paul-Émile, lui, homme sincère et honnête, sera vite désenchanté. Mais malheureusement, notre bon frère n'avait pas une bonne connaissance de la réalité politique haïtienne. Il s'est ainsi fait rouler dans la farine par de faux amis de sa chapelle politique.

En dépit de certaines déceptions, il ne se relâchera point. Il restera au pays, obsédé du désir et du besoin d'aider ses frères défavorisés. De temps en temps, il rentre au Québec pour visiter sa famille. Il profite de ces occasions pour redevenir chauffeur de taxi. Ainsi, gagne-t-il un peu d'argent et retourne-t-il au pays pour faire fonctionner son œuvre philanthropique.

« *L'homme propose et Dieu dispose* », dit-on. En 2017, diabétique et hypertendu, Paul-Émile a vu son état de santé se détériorer. Il retourne à nouveau au Canada. Vers le milieu de décembre de la même année, le philanthrope est transporté d'urgence au Centre d'hébergement Laurendeau, d'où il n'est jamais sorti. Et c'est en ces lieux que, le lundi 16 août dernier, notre diacre a été appelé par son Maître. Quelle perte immense pour les siens et pour la communauté !

La vie de Jean Nestave Paul-Émile a été un tissu de bonnes œuvres et de nobles actions. Je suis reconnaissant envers Dieu de m'avoir donné le rare privilège de pratiquer cet homme d'une si grande valeur morale. Qu'il me ceigne de force pour que je continue à le servir et pour que, malgré moi, je me redresse de mes chutes afin qu'au grand matin de la résurrection, je puisse revoir mes bien-aimés, tous réunis au bord de la mer de verre avec les rachetés de tous les âges. Là, nous chanterons joyeusement le cantique de Moïse, le serviteur de Dieu, et le cantique de l'agneau, en disant : « *Tes œuvres sont grandes et admirables, Seigneur Dieu tout puissant ! Tes voies sont justes et véritables, roi des nations !* ». Qu'il en soit ainsi ! Amen !

louiscarlsj@yahoo.com.
Vendredi 20 août 2021

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

DR. KESLER DALMACY
Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi –Samedi: 11 AM– 7 PM
Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs.
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe
MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 13

Sports

Suite de la page 16

avec facilité 4-0. Un résultat que confirme le bon niveau du football chez nos jeunes, car ces garçons ont été réunis récemment, seulement suite à une détection bâclée excluant les jeunes de plusieurs régions importantes du pays. La Fédération imposant même aux anciens internationaux Eddy César et Bruny Pierre sa propre liste, excluant des zones bastion du football, telles Saint-Marc, Cap-Hatien Bel-Air. C'est d'autant mieux lus, dommage qu'il y'avait au centre une première sélection qui travaillait depuis deux ans, mais a été renvoyé, l'année dernière, sans raison apparente, sinon pour ne pas dépenser. Nos garçons, en majorité de Léogâne, devront élever le niveau de jeu face aux Dominicains et Jamaïcains.

En revanche les filles U-14 ont offert un récital face à Grenade : redoublement de passes, dribbles, jeu collectif, ces petites Haïtiennes ont emballé et ont laminé Grenade (10-0). Comme ce fut le cas, lors du premier challenge caraïbe 2019, à Porto Rico, les filles ont régalé. Dommage, elles ont été maladroites, lors de la phase finale des actions. Ainsi le score de ce match aurait été semblable à ceux d'il y'a deux ans, des douzaines de buts.

Là encore, à la décharge des filles, elles ont arrêté de travailler durement depuis le début de la crise à la FHF, en début de 2020. Elles ne sont pas entraînées, presque toute l'année, traînant leur temps sans rien faire, avant d'être retournées chez elles, début décembre, pour revenir en février, et renvoyées encore, début juin, pour être convoquées juste à temps pour se dégourdir les jambes en vie de ce temps. En effet malgré leur domination technique, les jeunes Haïtiennes souffrent d'un gros déficit athlétique, par rapport aux autres jeunes de leur âge dans ce tournoi. Elles ont manqué de vitesse également, des signes évidents qu'elles ont manqué de travailler, ces longs derniers mois.

C'est justement une conséquence de la destruction de Camp Nous, par une direction fédérale qui se soucie plus de ne pas dépenser que de faire travailler et bien nourrir les jeunes, car il est clair, en passant plus qu'une année en dehors du Centre, tous venant de familles extrêmement pauvres, les objectifs de haut niveau sont en fonction de tous ces facteurs sociaux. Le programme portait bien son nom. Donc, Camp Nous doit être la résidence permanente des jeunes, sachant qu'en Haïti, on ne peut compter sur l'environnement familial pour s'épanouir athlétiquement, et même vivre décemment. Haïti étant un pays ayant de graves contraintes pour ces jeunes, aucun programme sportif d'élite ne peut apporter de résultats s'ils ne tiennent pas compte de ce que l'Afrique a fait avant nous : académies et pension complètes pour les futures élites sportives.

Mais en fermant Camp Nous, quasiment dans son fonctionnement initial, et surtout en fermant les 67 académies de province, en renvoyant plus de 10 000 jeunes qui recevaient une préformation précoce, des jeunes dès l'âge de 7 ans, le Bureau fédéral enterre, non seulement le rêve des parents et l'espoir qu'Haïti, bien que pauvre, pouvait sortir de grandes stars de football, brillant et devenir un grand exportateur de footballeurs dans les grands clubs du monde. Puisse la population dénonce cette destruction lancée par Romain Molina, paradoxalement pour sauver les filles et les garçons.

Le challenge de Santo Domingo, qui confirme qu'Haïti était sur la bonne voie, car même sans préparation, le niveau qu'avait atteint nos jeunes dépassait de loin celui de la Caraïbe.

Les jeunes filles, en démonstration à Santo Domingo, étaient préparées par des coaches aujourd'hui révoqués par la FHF. Certains sont aux USA, notamment Roselenne Joseph, Esther Milord, Jésula Léon, Gina Montina, Géraldine Calixte, James Morisset, Guiliano Philippe, Gérald Jean-Louis, coach Pèle.

Souhaitons-leur un merveilleux parcours, là-bas !

J.B.

Suite de la page 16

physiquement, surtout ne pouvant même mettre un pied devant l'autre. Après un 3-1 les Dominicaines prirent la direction du jeu pour revenir 2-3 et alors se mirent à bousculer les Haïtiennes épuisées luttant pour retarder l'égalisation qui paraissait inévitable. Alors qu'elles poussaient à fond dans un stade remis en confiance qui les poussait, les deux grands espoirs haïtiens, profitant des risques que prenaient les locales, Loudgina Étienne (Ti Kenscoff, retenez ce nom) et Pierreline Nazon, de façon inespérée, marquaient deux buts quasiment dans les arrêts du jeu.

Les garçons, au stade Félix Sanchez, de la capitale, ont frôlé la catastrophe. On savait déjà qu'il s'agissait d'un combiné improvisé, avec une majorité de Léogânais, ils ont longtemps mené 1-0, mais souffrirent beaucoup pour être rejoints au score 1-1 et jouer l'heure pour sauver un miraculeux match nul. C'est l'une des rares fois de l'histoire qu'une sélection dominicaine réussit « *un* » score face à une équipe haïtienne. Quelque chose d'impensable, depuis quelques années, avec des équipes de jeunes Haïtiens étrillant avec des gros scores leurs adversaires Caraïbe et contraignant les numéros 1 de la zone, le Mexique, à des scores serrés.

Kreyòl

Suite de la page

m lè yo pa di konbyen kòb ki te bay pou jwenn liberasyon doktè a.

Youn òtopedis, kivedi ekspè pou tretman zo, msye se te asistan direktè OFATMA, lopital Leta. Nan moman kote yo bezwen òtopedis, sitou nan Gran Sid la kote tranbledmandtè 14 out la fè anpil dega, anpil mounn zo kase, se lè youn doktè konsa gen plis enpòtans. Men sa pa regade okenn bandi ki te vin pran pye nan peyi a depi sou prezidan « *Bandi legal* » la, *Michel Joseph Martelly* ak Premye minis li a, *Laurent Salvador Lamothe,* ki t al achte zam pou yo nan peyi Izrayèl.

M espere nou pa manje manje bliye, pandan ke chèf « *Bandi legal* » yo ap reparèt sou mounn tankou youn bann revenan. Jan lòt la te di pawòl la : *« Ba yo sa yo merite !* » Nou di bravo pou mounn Okay ki te pati dèyè ekip bandi legal *Sophia ak Michel Martelly* ki te desann nan avyon prive yo vin swa-dizan pote sekou semèn pase a. Y ap bay youn ti grapiyay nan tout milyon dola lajan PetwoKaribe yo fin vòlò a ! Nou mande pou lè lajistis gen fòs nan peyi a, pou yo tout jije, renmèt kòb la, e menm pran tou prizon. ***Veye yo !***

Antretan, jouk nan fen semèn nan, doktè *Hervé Chéry,* ke yo te kidnape nan Petyon-Vil, nan jedi, ki te 19 out la, jwenn libète l. Y opa di konbyen lajan yo peyi pou lage l. Msye se youn jinekològ, doktè ki pran swen fanm, sitou fanm ki ansent, k ap fè akouchman. Men bandi legal yo ap suiv tras mèt yo, ki pa okipe yo de sitiyasyon malouk peyi a. Y ap kontinye pwogram kinapin nan pi rèd. Bon, m te kwè Premye minis *Ariel Henry,* medsen an plis de sa, te di li te jwenn youn akò avèk bandi yo ki te pral fè youn kanpe, akòz tranblemandtè a ? Wi, mezanmi, otorite Leta nan konpoze ak kidnapè, bandi legal parèy yo ! Avrè di, yo pa t di pou konbyen tan yo t ap fè ti kanpe a. Kidonk, yo reprann travay yo. Epi pa gen okenn chanjman, menm politik anbrase, se men nan tèt gang ki te anplas sou defen an. Fòk sa chanje.

***Nan tout sitiyasyon malouk sa a, Jacqueline Charles, jounalis *Miami Herald* la, nan Okay, ann Ayiti, ap fè repòtaj, epi li bay youn nouvèl ki pote lajwa nan mitan tout dezolasyon an.** Nan vandredi, 20 out la, li pibliye youn atik kote li di, « *Jèn medsen ayisyen, detèmine pou vin ede mounn yo, aji an brave danje fas a gang yo, pou pote sekou bay mounn yo ki nan youn kilinik anba youn tant. Yo mache apye, oswa sou motosiklèt, pou yo vin fè sa yo di yo dwe fè* ». Men sa ki bann lespwa toujou.

***Food for the Poor*, youn òganizasyon ki baze an Florid, di yo atake youn konvwa pou yo nan Sid la kit e gen 4 kamyon.** Moun nan Sid sitou ap enterese pou tande sa k te pase nan vandredi, 20 out, lè popilasyon sou wout soti Okay pou al Jeremi te atake kamyon chaje ak pwovizyon pou mounn nan zòn Jeremi, Abriko, Pestel ak zile Kaymit yo ki te sibi anpil nan tranblemandtè a. Se depi Kanperen atak yo te kòmanse, epi sa te kontinye nan Dichiti ak zòn Rivyè Glas.

Nan samdi, Ministè Kilti ak Komiknikasyon mete you kominike deyò pou prezante sinpati bay òganizasyon an k ap travay ann Ayiti depi kèk tan, ki menm monte vilaj pou mounn ki pòv, ki bezwen èd. Ministè a pwofite pou raple tout mounn fòk gen tèt ansanm pou n rezoud pwoblèm yo, sitou apre tranblemandtè a ki fè anpil dega, ki lakòz anpil mounn pa gen kote pou yo rete e anyen pou manje. Gouvènman pran sa oserye e pral fè le nesesè pou pwoteje mounn k ap pote sekou bay sinistre yo.

Men sa pa dwe pale met la. Fòk gouvènman an debouye l tou pou l pote sekou bay mounn nan zòn ki frape yo, paske byen souvan mounn yo atake kamyon k ap pase nan zòn lakay yo pral pote pwovizyon lòt kote, tandiske otorite yo pa fè okenn distribisyion nan zòn pa yo.

Jiskaprezan, pèsonn pa ko ka di konbyen mounn ki mouri ak konbyen ki blese, paske gen kote andeyò kote otorite yo pa ko rive. Men jouk nan fen semèn pase a, yo t ap bay chif 3 mil (3 000) mounn mouri, plizyè milye blese, kay kraze se pa pale. Sa pral pran youn ti tan pou n konnen tout dega ki fèt yo. Men èd peyi etranje, tankou Eta-Zini, Repiblik dominikèn, Meksik, Kolonbi, elatriye kòmanse ateri ann Ayiti. Kanta pou Eta-Zini, yo mobilize SOUTHCOM, militè ki baze an Florid, pou al ann Ayiti avèk Gad Kòt. Plis pase 200 militè te gentan nan zòn Sid, bò Jeremi, nan samdi. Gen lòt ki anwout toujou. Ēske yo pral bay youn koudmen nan kesyon sekirite a tou ? Se gwo kesyon an sa, paske si pa gen anyen ki fèt pou kontwole e demantle gang yo, se pral lave men siye atè.

Ti Renm
/Grenn Pwonmennen
25 out 2021

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 14

Kreyòl

Soti nan paj 6

youn tèks : « *non, non, non!* » Kanta pou Dimitri Hérard, mèt kesyon an, ki nan prizon ann Ayiti, pa t gen fason kontakte l, epi avoka l pa aksepte okenn mesaj pou li.

Pandan m ap fin ekri istwa sa a, m ap grate tèt mwen, m ap mande pouki sa *Michel Joseph Martelly,* antan ke « *Bandi legal* », prezidan Dayiti nan lane 2015, lè pi gwo dil dwòg te fèt la, ak « *Bato Sikre* » *Manzanares* la, pa t penmèt yo kesyonnen *Dimitri Hérard.* Anfen, se pwovèb franse a ki gen rezon : « *Qui se ressemble s'assemble !* »

Kèk nouvèl lakay ki montre se menm penpenp la

Vandredi swa, 20 out (dawou), kidnapè yo lage Doktè *Workens Alexandre ke yo te kidnape depi nan mèkredi, 18 out. *Vant Bèf Info* (VBI), ki bay enfòmasyon an, di se youn bon sous ki di sa, menm lè yo pa di konbyen kòb ki te bay pou jwenn liberasyon doktè a.

Youn òtopedis, kivedi ekspè pou tretman zo, msye se te asistan direktè OFATMA, lopital Leta. Nan moman kote yo bezwen òtopedis, sitou nan Gran Sid la kote tranbledmandtè 14 out la fè anpil dega, anpil mounn zo kase, se lè youn doktè konsa gen plis enpòtans. Men sa pa regade okenn bandi ki te vin pran pye nan peyi a depi sou prezidan « *Bandi legal* » la, *Michel Joseph Martelly* ak Premye minis li a, *Laurent Salvador Lamothe,* ki t al achte zam pou yo nan peyi Izrayèl.

M espere nou pa manje manje bliye, pandan ke chèf « *Bandi legal* » yo ap reparèt sou mounn tankou youn bann revenan. Jan lòt la te di pawòl la : *« Ba yo sa yo merite !* » Nou di bravo pou mounn Okay ki te pati dèyè ekip bandi legal *Sophia ak Michel Martelly* ki te desann nan avyon prive yo vin swa-dizan pote sekou semèn pase a. Y ap bay youn ti grapiyay nan tout milyon dola lajan PetwoKaribe yo fin vòlò a ! Nou mande pou lè lajistis gen fòs nan peyi a, pou yo tout jije, renmèt kòb la, e menm pran tou prizon. ***Veye yo !***

Antretan, jouk nan fen semèn nan, doktè *Hervé Chéry,* ke yo te kidnape nan Petyon-Vil, nan jedi, ki te 19 out la, jwenn libète l. Y opa di konbyen lajan yo peyi pou lage l. Msye se youn jinekològ, doktè ki pran swen fanm, sitou fanm ki ansent, k ap fè akouchman. Men bandi legal yo ap suiv tras mèt yo, ki pa okipe yo de sitiyasyon malouk peyi a. Y ap kontinye pwogram kinapin nan pi rèd. Bon, m te kwè Premye minis *Ariel Henry,* medsen an plis de sa, te di li te jwenn youn akò avèk bandi yo ki te pral fè youn kanpe, akòz tranblemandtè a ? Wi, mezanmi, otorite Leta nan konpoze ak kidnapè, bandi legal parèy yo ! Avrè di, yo pa t di pou konbyen tan yo t ap fè ti kanpe a. Kidonk, yo reprann travay yo. Epi pa gen okenn chanjman, menm politik anbrase, se men nan tèt gang ki te anplas sou defen an. Fòk sa chanje.

***Nan tout sitiyasyon malouk sa a, Jacqueline Charles, jounalis *Miami Herald* la, nan Okay, ann Ayiti, ap fè repòtaj, epi li bay youn nouvèl ki pote lajwa nan mitan tout dezolasyon an.** Nan vandredi, 20 out la, li pibliye youn atik kote li di, « *Jèn medsen ayisyen, detèmine pou vin ede mounn yo, aji an brave danje fas a gang yo, pou pote sekou bay mounn yo ki nan youn kilinik anba youn tant. Yo mache apye, oswa sou motosiklèt, pou yo vin fè sa yo di yo dwe fè* ». Men sa ki bann lespwa toujou.

***Food for the Poor,* youn òganizasyon ki baze an Florid, di yo atake youn konvwa pou yo nan Sid la kit e gen 4 kamyon.** Moun nan Sid sitou ap enterese pou tande sa k te pase nan vandredi, 20 out, lè popilasyon sou wout soti Okay pou al Jeremi te atake kamyon chaje ak pwovizyon pou mounn nan zòn Jeremi, Abriko, Pestel ak zile Kaymit yo ki te sibi anpil nan tranblemandtè a. Se depi Kanperen atak yo te kòmanse, epi sa te kontinye nan Dichiti ak zòn Rivyè Glas.

Nan samdi, Ministè Kilti ak Komiknikasyon mete you kominike deyò pou prezante sinpati bay òganizasyon an k ap travay ann Ayiti depi kèk tan, ki menm monte vilaj pou mounn ki pòv, ki bezwen èd. Ministè a pwofite pou raple tout mounn fòk gen tèt ansanm pou n rezoud pwoblèm yo, sitou apre tranblemandtè a ki fè anpil dega, ki lakòz anpil mounn pa gen kote pou yo rete e anyen pou manje. Gouvènman pran sa oserye e pral fè le nesesè pou pwoteje mounn k ap pote sekou bay sinistre yo.

Men sa pa dwe pale met la. Fòk gouvènman an debouye l tou pou l pote sekou bay mounn nan zòn ki frape yo, paske byen souvan mounn yo atake kamyon k ap pase nan zòn lakay yo pral pote pwovizyon lòt kote, tandiske otorite yo pa fè okenn distribisyion nan zòn pa yo.

Jiskaprezan, pèsonn pa ko ka di konbyen mounn ki mouri ak konbyen ki blese, paske gen kote andeyò kote otorite yo pa ko rive. Men jouk nan fen semèn pase a, yo t ap bay chif 3 mil (3 000) mounn mouri, plizyè milye blese, kay kraze se pa pale. Sa pral pran youn ti tan pou n konnen tout dega ki fèt yo. Men èd peyi etranje, tankou Eta-Zini, Repiblik dominikèn, Meksik, Kolonbi, elatriye kòmanse ateri ann Ayiti. Kanta pou Eta-Zini, yo mobilize SOUTHCOM, militè ki baze an Florid, pou al ann Ayiti avèk Gad Kòt. Plis pase 200 militè te gentan nan zòn Sid, bò Jeremi, nan samdi. Gen lòt ki anwout toujou. Ēske yo pral bay youn koudmen nan kesyon sekirite a tou ? Se gwo kesyon an sa, paske si pa gen anyen ki fèt pou kontwole e demantle gang yo, se pral lave men siye atè.

Ti Renm
/Grenn Pwonmennen
25 out 2021

LA DÉSTRUCTION CAUSÉE DANS LA PRESQU'ÎLE DU SUD PAR LE DERNIER SÉISME

Bilan provisoire : Plus de 2 200 décès; Maisons, églises immeubles démolis ou endommagés...

Villes, communes, sections rurales dévastées, routes impraticables...

Suite de la page 1

cès n'est pas connu. La Protection civile a du pain sur la planche. Rappelons que plus de 200 secouristes américains ont été déployés dans cette ville. Ils ont pris charge de la distribution d'aide, de la recherche de victimes sous les décombres et du transport à Port-au-Prince, par voie aérienne, des victimes dont les cas exigent leur déplacement vers la capitale.

Une autre commune de la Grand'Anse, dont le cas est d'une extrême gravité, est Beaumont dont des rangées de maisons, des deux côtés de la route, se sont effondrées. Le maire Fortuné appelle au secours du gouvernement central, déclarant sa communauté a besoin de tout, y compris provisions alimentaires, eau potable et tentes. En plus de la présence de la Police pour assurer la sécurité des citoyens. Il faut préciser que les éboulements qui se sont produits sur une belle distance, sur la route Cayes-Jérémie, après Fanm Pa Dra, rend la route par les Cayes pratiquement inaccessible pour atteindre Beaumont.

Les communes des Nippes rudement frappées

Le département des Nippes n'est pas moins éprouvé par le tremblement de terre du 14 août que le Sud et la Grand'Anse. L'accession par voie terrestre à la plupart de ces communes rend son approvisionnement en soins problématique.

Par Miragoâne, en passant par Petite Rivière et Cahouc, avant de traverser la rivière d'Anse-à-Veau, pour atteindre la ville du même nom, les communautés traversées ne sont pas durement affectées. Petite Rivière connaît des maisons endommagées. Mais on laisse croire qu'il n'y a pas eu de mort. La réalité est différente pour Anse-à-Veau où l'on rapporte des maisons démolies, aussi bien que des décès. Mais on rapporte que la ville de Barradères est terriblement frappée.

Bien que la Protection civile n'ait pas vraiment donné de statistiques concernant cette ville, des SOS envoyés via les réseaux sociaux décrivent une situation catastrophique. On parle d'un nombre indéterminé de décès et des dégâts matériels considérables. Un message attribué à un résident de cette commune, soucieux d'informer de ce qui s'y passe, fait croire que, en sus des personnes mortes, les maisons sont détruites ou bien endommagées à 80 %.

Selon ces mêmes sources, les blessés ne peuvent pas recevoir de soins, car l'hôpital, endommagé, n'est pas doté de moyens ni d'équipements adéquats pour permettre au personnel de prendre charge des blessés. Aussi l'intervention des autorités étatiques est-elle sollicitée de manière urgente. Les demandeurs d'aide souhaitent aussi l'arrivée de provisions alimentaires, d'eau potable et aussi de tentes.

Les communes de Pestel, de Tozia et de Baconois appellent également au secours. Les autorités locales se trouvent débordées par la gestion des décès, dont certains se trouvant sous les décombres pourraient être encore en vie, plus d'une semaine après le séisme. On parle aussi d'une situation chaotique aux îles Cayémites qui seraient rudement saccagées par cette calamité naturelle.

Une autre commune, encore violemment frappée est Lasile, dont les habitants ont reçu la visite, aujourd'hui même (24 août), de l'ex-député de Pétion-Ville, Jerry Tardieu. Secoués violemment par ce tremblement de terre, les caveaux, dans le cimetière, sont pratiquement défoncés exposant des cercueils dont la sépulture des morts est de date récente. On peut imaginer le calvaire des résidents de cette ville.

Signalons aussi que les convois de véhicules voyageant de la capitale, en direction du Grand Sud, qui doivent traverser Martissant, fief des gangs armés, sont susceptibles d'être détournés par les bandits. La Police nationale a dit mettre sur pied une brigade spéciale, dont la mission consiste à accompagner le personnel assurant cette tâche.

Les autorités de Port-au-Prince ne disposent pas immédiatement de tous les moyens matériels ni logistiques pour venir en aide aux sinistrés du séisme. Elles comptent sur la générosité des amis étrangers, dont certains, comme les États-Unis d'Amérique, la République dominicaine, le Chili, le Venezuela, la Colombie, etc. ont apporté des produits alimentaires, de l'eau en bouteille, de la nourriture solide, des kits alimentaires et sanitaires, pour être distribués par des volontaires locaux. Par ailleurs, on apprend qu'un bateau à bord duquel se trouvent des militaires français et norvégiens ont accosté leur navire au port des Cayes, se donnant pour mission de pourvoir la métropole du Sud en eau potable.

Il semble que les ami d'Haïti entendent établir un corridor aérien pour faire aboutir l'aide, à la capitale haïtienne. Le grand défi, pour le pouvoir en place, semble consister à assurer le transport de ces biens là où se trouvent les sinistrés.

L.J.

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 15

ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE : UN CRIMINEL AUX COMMANDES DE LA RÉPUBLIQUE ?

Activités illicites de Jovenel Moïse, la point de l'iceberg...

L'article du New York Times aide à relier les points...

Suite de la page 2

République dominicaine.

Jovenel Moïse, « *élu* » président de la République, Michel Martelly, son prédécesseur et mentor, a, selon toute vraisemblable, conclu deux marchés avec lui : placer Dimitri Hérard comme chef de la Sécurité présidentielle; et la prise en charge d'Acra comme « *partenaire en affaires* », à l'instar de Daniel Evinx et lui-même Jovenel Moïse.

À noter que le président élu devait effectuer une « *visite privée* », à Santo Domingo, moins d'un mois avant sa prestation de serment. Arrivé dans la capitale dominicaine, il avait vite aménagé une rencontre avec Sébastien Acra, un fugitif. Inculpé pour blanchiment des avoirs, il trouvait naturel de se réunir avec un prévenu recherché par la justice. Moïse avait profité de l'occasion pour rendre visite aussi au défunt général Henry Namphy.

On ignorait la teneur de la discussion que le président élu a eue avec l'homme d'affaires Acra. On sait, par contre, que ce dernier était de retour à Port-au-Prince, à la cloche de bois, peu après l'entrée officielle de Moïse, au Palais national. On sait aussi que le juge instructeur Berge O. Surpris avait été chargé du dossier. Il semble que le PDG de la Nabatco ait été également renvoyé hors de cause, on ne sait par quel juge. Assurément, Jovenel Moïse, manipulé par son prédécesseur, qui dictait leurs décisions aux juges, avait ordonné que soit accordé une main levée à M. Acra.

La manière dont ont évolué les événements, autour de l'affaire du « Bateau sucré » laisse croire que toute enquête en cours contre Dimitri Hérard doit également concerner Michel Martelly, Kiko Saint-Rémy, de même que les responsables du port où le MV Manzanares avait jeté l'ancre, ainsi que et Sébastien Acra. À cette liste devrait s'ajouter Laurent Lamothe, qui avait demandé et obtenu autorisation pour que ce navire vienne accoster au Terminal Varreux.

Avant de conclure, il faut s'interroger sur l'origine des millions de dollars U.S. trouvés en la résidence privée de Jovenel Moïse, à Pèlerine 5, là où ses assassins présumés, des anciens militaires colombiens, l'ont exécuté. Personne ne peut faire croire qu'il s'agit d'argent propre. Mais une autre question à se poser, quel rôle jouait Dimitri Hérard auprès des exportateurs colombiens du cargo illicite ? Dans la mesure où le prix d'achat de la drogue n'a pas été versé à son propriétaire en tout et qu'il en restait une partie, qui avait la responsabilité de la payer ? Y a-t-il eu malentendu entre les différents acteurs impliqués dans l'achat de la cargaison illicite du MV Manzanares qui aurait dégénéré en accusations mutuelles? Qui, parmi tout ce monde, avait la responsabilité de défendre les intérêts des exportateurs colombiens ?

On ne peut pas oublier que Dimitri Hérard effectuait souvent des voyages en Amérique centrale, porteur de carte d'identité équatorienne ? Haut gradé de la Police nationale d'Haïti pourquoi, à l'occasion de ces déplacements, il ne présentait, de préférence, une pièce d'identité reflétant son grade dans la hiérarchie de la PNH ?

De toute évidence, Jovenel Moïse et son prédécesseur faisaient partie d'une clique de malfaiteurs dont tous les membres ne sont pas encore identifiés ou dont les noms sont tus, jusqu'à nouvel ordre. Cela semble inviter une enquête qui dépasse la compétence des autorités haïtiennes, mais qui concerne au plus haut point les Américains. En tout cas, dans cet ordre d'idées, se profile à l'horizon, ou bien est déjà en cours, une enquête multiforme.

L.J.

Journal 25 aout - 1er septembre 2021.qxp_HO 8/25/21 4:33 AM Page 16

Sports

Le torchon brûle entre Duckens Nazon et la fédération haïtienne de football

Par Ricot Saintil

Plus d'un mois après le fiasco de la Gold Cup 2019 et la désillusion dans les éliminatoires du Mondial Qatar 2022, Duckens Nazon qui, vertement, avait fustigé l'organisation calamiteuse des Grenadiers, lors des matches éliminatoires de la zone Concacaf, revient à la charge, accusant les dirigeants de la FHF d'être responsables du naufrage qu'ont connu les footballeurs récemment dans les éliminatoires du Mondial 2022 et de la Gold Cup 2021. Il promet de faire jaillir toute la lumière, mais aussi de faire des révélations fracassantes autour de la sélection haïtienne.

Ecarté de la liste de Jean Jacques-Pierre, pour les deux prochains matchs amicaux des Grenadiers contre Bahreïn (1er septembre) et la Jordanie (4 septembre), le meilleur buteur en activité de la Sélection haïtienne de football est sorti de son silence pour mettre le couteau dans la plaie par rapport à l'environnement dégradant dans lequel évolue la Sélection haïtienne, depuis la prise de fonction du Comité de normalisation, qui nage à contre-courant de la réalité du football du pays.

« *Nèg yo ap kraze Seleksyon an, yo vle voye fot sou jwè yo, nap eklere pèp la* », a posté le Duc Nazon sur les réseaux sociaux. Le chouchou du football haïtien n'est pas à son coup d'essai, il était déjà monté au créneau, avant la rencontre face au Turks et Caicos comptant pour les éliminatoires du Mondial 2022, pour dénoncer l'organisation des Grenadiers, qui ont été accueillis à l'aéroport par les dirigeants de Turks et Caicos avec un school

Dukens Nazon monte au créneau contre la FHF.

bus, hébergés dans un hôtel sans restauration. Les joueurs ont dû aller ailleurs pour chercher à manger. Nazon n'a pas caché son mécontentement et a même parlé d'une situation cataclysmique. «*Le peuple doit savoir ce qui se passe, la situation actuelle est cataclysmique, tout s'effondre dans nos mains* », avait-il martelé. Néanmoins, rien n'a été fait pour régulariser cette situation.

Donc, ce nouveau message du joueur de Quevilly Rouen Métropole en France est la preuve qu'il y a eu des dissensions au sein de l'équipe haïtienne et que les responsables ne se sont pas montrés à la hauteur. Depuis l'élimination des Grenadiers, dans la course du Mondial 2022 et la catastrophe de la Gold Cup 2021, le Bureau fédéral n'a sorti aucune note pour, au moins, tenter d'expliquer les échecs des Grenadiers, et ensuite donner des garanties que ces derniers vont revenir plus forts. Ils ont, par ignorance ou dans l'indifférence totale, gardé leur silence. Cette attitude s'apparente à de l'irresponsabilité et à un manque de clairvoyance des dirigeants à anticiper les difficultés et à trouver des solutions adéquates.

Duckens Nazon, depuis son premier match, sous les couleurs des Grenadiers, jusqu'à sa dernière compétition disputée contre le Canada, dans la phase de groupe de la Gold Cup 2021, a toujours fait preuve de professionnalisme, d'altruisme, mais surtout de respect envers ses coéquipiers et les responsables de la Fédération haïtienne de football. Tout de suite après la Gold Cup, il y a eu des rumeurs concernant une possible altercation entre Duckens et Carnejy. Malheureusement, aucun des responsables de la FHF n'a eu l'intelligence nécessaire pour couper court aux rumeurs, ou, du moins, faire le point autour de ce dossier. Cette sortie rocambolesque de Duckens Nazon laisse entrevoir l'incapacité des dirigeants de la FHF à assumer leur rôle.

« *Ap gen gwo zen ! @fhfhaiti pa kouri fè yon kominike bay moun manti, m pral lage yon seri de bonm la a, yap relem Kadafi*». C'est ce message truffé de non-dit qu'a publié Duckens Nazon pour montrer son désaccord avec la Fédération haïtienne de football. Tout laisse entendre que l'équipe haïtienne était au bord de l'explosion, durant la Gold

Bryan Alcéus, tout aussi ofusqué que Le Duc.

Cup 2021. Tout laisse croire aussi que Duckens Nazon n'est pas le seul à avoir des choses à reprocher à cette organisation pour sa gestion lamentable des Grenadiers, lors des éliminatoires et la Gold Cup 2021. Bryan Alcéus, non convoqué également pour les deux prochains matches amicaux des Grenadiers, a écrit sur son compte Instagram « *Les masques vont tomber* ». Il vole certainement au secours de Duckens Nazon et se positionne très clairement contre la Fédération haïtienne de football. Plusieurs cadres de la Sélection haïtiennes sont mis à l'écart, sans aucune explication officielle de la FHF. Le public haïtien est en droit de savoir les véritables raisons de la mise à l'écart de certains joueurs.

Tout compte fait, ce n'est plus une guerre froide à laquelle assiste le public haïtien avec cette sortie invective de Duckens Nazon. C'est une guerre ouverte, déclarée, dans laquelle les dirigeants de la FHF sont les véritables cibles. Occuper des postes de responsabilités exige de la compétence, de la qualification et, surtout, de la capacité à transcender pour prendre les décisions appropriées, dans un délai raisonnable. La Fédération haïtienne de football n'a pas su trouver le bon timing pour mettre sur la table les irritants auxquels faisaient face les Grenadiers en vue de trouver une solution pacifique et responsable. Aujourd'hui, la FHF se trouve devant un fait accompli, elle doit impérativement sortir de son silence pour endosser ses responsabilités et faire le point sur la situation des Grenadiers. Duckens Nazon, apparemment, est sur le banc des accusés. Il peut, soit lâcher la bombe, comme il l'a promis de le faire, ou se laisser pulvériser par la FHF, ou encore, du moins, laver le linge sale en famille. Et le football haïtien en sortira peut-être vainqueur.

R.S.

CHAMPIONNAT DE LA CARAÏBE 2021

Les Sélections masculines U-15 et féminines U-14 cartonnent au Championnat de la Caraïbe

Dimanche dernier la Caribbean Football Union (CFU) a débuté la deuxième édition de son double challenge de jeunes dans trois stades, en République dominicaine, dans le cadre du Championnat de la Caraïbe 2021.

En effet, ce pays est devenu, depuis quelque temps, le centre de toutes les compétitions de football du CFU et de la Concacaf, mettant à profit ses nombreuses installations, sa capacité d'accueil, en termes d'infrastructures, même si son niveau de football n'a pas encore atteint un bon niveau, mais le sera bientôt, vu l'investissement massif qui s'y fait, dans tous les domaines, autant par les USA que par l'Espagne. Et l'on pourrait même dire par les Haïtiens aussi, puisque nombre de jeunes talents et jeunes coaches haïtiens, découragés par la détérioration du pays, vont développer des académies et apportent leur savoir au football dominicain.

Après le Championnat des clubs, qui ont vu le Cavaly écrire une page remarquable récemment, en Championnat de la caraïbe, c'est au tour de nos filles et garçons U-15/U-13 de s'exhiber, là-bas, à travers le chalenge caraïbe de la CFU.

Lundi dernier, les garçons débutaient contre Curaçao er ont été sans pitié, gagnant leur match

Suite en page 13

DEUXIÈME JOURNÉE CHALLENGE CARAÏBE

Filles U-14 : Haïti bat République dominicaine 5-2

Garçons U-15: Haïti et République dominicaine 1-1

Les garçons et les filles haïtiennes en souffrance

Les U15 garçons et les U14 féminines, comme on le craignait plus haut, ont été à peine, lors de la deuxième journée du Challenge Caraïbe de l'UFC CE, confirmant ce que nous disions : la fermeture de Camp Nous, le renvoi des jeunes chez eux pour les rappeler, au besoin, quelque temps avant chaque tournoi, a déjà des conséquences néfastes : rythme lent, faiblesse athlétique, pauvre jeu collectif.

Au stade de San Cristobal, d'abord les filles jouaient contre la République dominicaine et ont finalement gagné 5-2, un score apparemment confortable, mais qui reflète mal la réalité des 70 minutes de jeu.

Alors que tout paraissait facile, les Haïtiennes menant rapidement 2-0, au début, ensuite, depuis, ont commencé à souffrir

Suite en page 13